

La crise de fiabilité de l'IA

PAR GARY MARCUS

PROFESSEUR ÉMÉRITE DE PSYCHOLOGIE ET DE NEUROSCIENCES À L'UNIVERSITÉ DE NEW YORK, EST LE FONDATEUR DE ROBUST.AI ET GEOMETRIC.AI.

Page 8



La Sentinelle

«Exactitude, exactitude et exactitude. Des faits, des faits et des faits» Joseph Pulitzer

TEBBOUNE EXIGE 50% D'INTÉGRATION NATIONALE MINIMUM

Des objectifs industriels ambitieux

Page 2



L'IRAN CIBLE UNE BASE US AU QATAR EN RIPOSTE AUX ATTAQUES DE TRUMP

Le spectre d'une guerre régionale !

Le Moyen-Orient bascule dangereusement vers un embrasement généralisé après les frappes américaines contre les installations nucléaires iraniennes dans la nuit du 22 au 23 juin 2025. Cette escalade militaire spectaculaire, orchestrée par l'administration Trump sans autorisation du Congrès, fait planer le spectre d'une guerre régionale aux conséquences imprévisibles. L'Iran a riposté lundi en lançant des missiles contre la base américaine d'Al-Udeid au Qatar, marquant une nouvelle étape dans cette escalade. Téhéran a précisé que le nombre de missiles tirés correspondait exactement au nombre de bombes larguées par les avions américains la veille sur les sites nucléaires de Fordow, Natanz et Isphahan, dans une logique implacable de représailles proportionnelles.

Pages 4 et 5



Congé de maternité
Un nouvel acquis pour les droits des femmes

Page 3

Mondial des clubs
Aït-Nouri tout feu tout flamme

Page 13

Feux de forêts
115 drones mobilisés

Page 16

TEBBOUNE EXIGE 50% D'INTÉGRATION NATIONALE MINIMUM

Des objectifs ambitieux pour l'industrie nationale

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a dévoilé lundi une feuille de route ambitieuse pour l'industrie nationale lors de l'inauguration de la 56e édition de la Foire internationale d'Alger.

Face aux défis de la diversification économique et de la réduction de la dépendance aux hydrocarbures, le Président Tebboune a fixé des objectifs précis aux entreprises industrielles, particulièrement dans les secteurs de l'électronique et de l'électroménager. «Les entreprises industrielles algériennes sont appelées à augmenter le taux d'intégration nationale, notamment dans les industries électroniques et de l'électroménager, il est nécessaire de porter ce taux à pas moins de 50%», a déclaré le président Tebboune lors de sa visite des stands. Cette déclaration s'inscrit dans une stratégie plus large visant à «atteindre un taux de 100%» dans cette filière, témoignant d'une volonté politique forte de renforcer l'autonomie industrielle du pays. Le président s'est montré satisfait des progrès réalisés ces dernières années par les entreprises nationales publiques et privées, saluant particulièrement la qualité qui caractérise désormais le produit national et l'engouement qu'il suscite aux plans local et international. Lors de sa tournée dans les différents pavillons, il a observé des haltes devant les stands de plusieurs entreprises opérant dans l'électronique et l'électroménager, notamment des fabricants de réfrigérateurs, de climatiseurs et de téléviseurs.

L'accent mis sur la priorité du marché national ressort clairement du discours présidentiel. Au stand de l'Algerian General Mechanics (AGM-Holding), spécialisée dans la fabrication d'équipements pour les travaux publics, le bâtiment et l'agricul-

ture, Tebboune a insisté sur «la nécessité de satisfaire d'abord les besoins nationaux avant de se tourner vers l'exportation». Il a appelé les responsables de cette société à adopter «un système de travail en continu (24h/24) afin de répondre aux besoins du marché national pour ensuite aller vers l'exportation». Cette approche séquentielle témoigne d'une stratégie industrielle cohérente : consolider d'abord le marché intérieur avant de conquérir les marchés extérieurs. Le président de la République a réitéré cette philosophie lors de sa visite du pavillon des industries militaires, accompagné du ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale et Chef d'État-Major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chagnegriha, où il a reçu des explications détaillées sur les différentes industries et structures de production de l'Armée nationale populaire. Le président de la République a également exprimé son admiration pour le niveau des réalisations accomplies par ces institutions, particulièrement dans le domaine des fibres optiques, de la fabrication et maintenance d'équipements de signalisation et de l'industrie des matières explosives, ainsi qu'au niveau de l'Institut national de cartographie et de télédétection relevant du ministère de la Défense nationale.

Renforcer les capacités d'exportation

L'importance accordée à la compétitivité du produit national transparaît également dans les



Le président de la République a inauguré hier la 36e FIA. (Photo DR)

orientations données aux opérateurs économiques. Le président a exhorté les entreprises à «relever le niveau d'ambition dans le domaine de l'investissement et continuer à œuvrer pour améliorer la compétitivité et la qualité du produit national». Cette exigence de qualité s'accompagne d'une vision stratégique claire : «œuvrer pour renforcer les capacités d'exportation parallèlement à la contribution à la réduction des importations». Le chef d'État a particulièrement valorisé les progrès réalisés dans plusieurs secteurs clés, notamment la mécanique industrielle, les industries militaires et le textile. Au pavillon du groupe textile et cuir «Getex», il a pris connaissance du bilan de ce complexe qui connaît un bond qualitatif ces dernières années en termes de diversification de la production, d'amélioration de la qualité et de développement et modernisation des méthodes de distribution en partenariat avec des start-ups actives dans le commerce électronique. La visite du stand de l'entreprise VMS,

spécialisée dans les véhicules légers, a été l'occasion pour le président d'encourager les opérateurs économiques à «élever le niveau d'ambition pour investir davantage et contribuer à créer de la valeur ajoutée et des postes d'emploi». Il a salué les succès de cette entreprise à travers la diversification de ses produits comme les motos et les véhicules de transport léger destinés aux jeunes investisseurs et utilisés dans le commerce, les services et l'artisanat. Au pavillon du «Groupe Hasnaoui», le président de la République a souligné l'importance des projets développés par ce groupe privé, particulièrement dans le domaine agricole, à travers la production de semences qui permettra, selon les explications fournies, de réduire le coût de ces intrants pour l'agriculteur, contribuant ainsi à diminuer les importations et renforcer l'auto-suffisance du pays. Cette foire, placée sous le thème «Pour une coopération mutuelle et durable», accueille 684 exposants dont 145 entreprises étrangères représen-

tant 31 pays des cinq continents. Le président a notamment visité les stands du Sultanat d'Oman, invité d'honneur de cette édition, ainsi que ceux de la République sahraouie, de la Tunisie et de l'Autorité de la zone franche de Nouadhibou. Au pavillon de la Palestine, il a reçu un cadeau représentant une maquette d'El-Qods en reconnaissance de son soutien à la cause palestinienne. Le président de la République a également visité les pavillons de la République sahraouie et de la Tunisie ainsi que le pavillon de l'Autorité de la zone franche de Nouadhibou (Mauritanie). Les orientations présidentielles dessinent une feuille de route industrielle ambitieuse visant à transformer l'économie algérienne. L'objectif affiché est clair : «amener l'économie nationale au premier ou deuxième rang africain», comme l'a réaffirmé le président lors de sa visite de pavillons de start-ups, témoignant des progrès importants réalisés par le pays dans ce domaine.

AMAR MALKI

Le président de la République reçoit le ministre omanais du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi au Palais des expositions à Alger, le ministre omanais du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement, M. Qais Bin Mohammed Al Yousef, et la délégation l'accompagnant, indique un communiqué de la Présidence de la République. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Boualem Boualem, du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, et du ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, M. Tayeb Zitouni. Dans une déclaration à la presse au sortir de l'audience, le ministre omanais a indiqué que «le président de la République a souligné la nécessité de déve-



lopper les relations algéro-omanaises et de les hisser à des niveaux supérieurs dans tous les domaines, notamment

sur les plans commercial, économique et des investissements». Après avoir remercié l'Algérie d'avoir choisi le Sul-

tanat d'Oman comme invité d'honneur de cette édition, le ministre a souligné l'importance de la participation omanaise à cet événement à travers un grand nombre d'entreprises opérant dans différents secteurs économiques. Une participation visant également, a-t-il dit, à mettre en avant les aspects culturels du Sultanat d'Oman, notamment à travers l'artisanat. Le ministre omanais a, par ailleurs, souhaité voir cet événement contribuer à rapprocher davantage les peuples algérien et omanais et à consolider les relations bilatérales, qui sont, a-t-il dit, «en plein essor», notamment depuis la visite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Sultanat d'Oman en octobre 2024, suivie de celle de sa Majesté le Sultan Haitham ben Tariq en Algérie en mai dernier.

R.N.

LE PROJET DE LOI PORTANT PROLONGATION DU CONGÉ DE MATERNITÉ DEVANT LE CONSEIL DE LA NATION

Un nouvel acquis pour les droits des femmes

La nouvelle réforme positionne l'Algérie parmi les pays les plus progressistes au monde en matière de protection sociale maternelle.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, a présenté lundi devant le Conseil de la nation un projet de loi modifiant et complétant la loi relative aux assurances sociales, portant prolongation du congé de maternité de 98 à 150 jours, soit cinq mois complets avec une indemnisation intégrale. Cette réforme d'envergure positionne l'Algérie parmi les pays les plus progressistes au monde en matière de protection sociale maternelle. Lors de la séance plénière présidée par Azouz Nasri, président du Conseil de la nation, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Kaouter Krikou, Fayçal Bentaleb a souligné que cette modification législative «vient en exécution des directives suprêmes du président de la République lors de la réunion du Conseil des ministres du 9 février 2025». Cette initiative présidentielle

témoigne de la priorité accordée par Abdelmadjid Tebboune aux droits sociaux et à l'égalité professionnelle. Le ministre a précisé que cet amendement «concrétise l'engagement du président de la République visant à renforcer la place de la femme travailleuse, notamment en lui permettant de concilier entre vie professionnelle et vie familiale, tout en préservant sa dignité». Cette approche globale révèle une vision moderne de l'équilibre travail-famille qui dépasse la simple extension temporelle pour embrasser une philosophie sociale inclusive. L'innovation majeure de ce projet réside dans son caractère intégralement compensé. Bentaleb a mis en exergue que «l'État fournit une compensation financière complète à 100% pour la femme travailleuse pendant le congé de maternité, en plus de la couverture sanitaire pour l'accouchement et les frais médicaux associés». Cette générosité publique contraste avec de nombreux pays où les femmes ne bénéficient d'aucune indemnité ou seulement d'une compensation partielle. Le ministre a souligné que «ce projet de texte incarne l'engagement ferme de l'Algérie dans la protection des droits de la femme», ajoutant que «cette modification constitue une grande étape vers le renforcement de la position de la femme tra-

vailleur dans la société algérienne et représente un ajout qualitatif aux politiques de protection sociale». L'aspect le plus novateur concerne les situations particulières. Le projet prévoit des dispositions spéciales pour les femmes qui accouchent d'un enfant souffrant de handicap ou de maladie grave, leur accordant un congé prolongé jusqu'à 165 jours. Bentaleb a expliqué que ce projet de loi «à dimension humaine et sociale» contient «des dispositions au profit de la femme travailleuse qui met au monde un enfant atteint d'un handicap, d'une malformation congénitale ou d'une maladie grave nécessitant un accompagnement ou une intervention médicale». Cette mesure exceptionnelle témoigne d'une approche inclusive qui prend en compte les vulnérabilités particulières et garantit un soutien renforcé aux familles confrontées à des défis sanitaires. Elle illustre la vision humaniste du système social algérien qui refuse d'abandonner les citoyens face aux aléas de la vie. Les statistiques présentées révèlent l'ampleur croissante du dispositif. Le nombre de bénéficiaires des indemnités journalières de maternité a «augmenté considérablement», passant de «94.000 bénéficiaires en 2013, avec 9,8 milliards de dinars de dépenses, à 131.000 bénéficiaires en 2024, avec 26,5 milliards de dinars



Le ministre du Travail a présenté hier le texte au Conseil de la Nation. (Photo DR)

de dépenses». Cette progression témoigne de la dynamisation du marché du travail féminin et de l'engagement budgétaire croissant de l'État. Le ministre a également mis en avant la modernisation administrative accompagnant cette réforme. Les organismes de sécurité sociale ont «conclu des conventions avec des cliniques d'obstétrique pour la prise en charge des accouchements dans le cadre du système du tiers payant», tout en développant «une plateforme électronique pour la gestion du congé de maternité

et des relations contractuelles avec les cliniques». Cette digitalisation des procédures facilite l'accès aux prestations et améliore l'efficacité administrative. La commission de la santé, des affaires sociales, du travail et de la solidarité nationale de l'APN a de son côté salué ces «nouvelles mesures», qualifiant ce texte de «nouveau jalon dans le cadre de l'amélioration des prestations sociales au profit des salariés en général et des femmes en particulier».

LYNA LARBI

OUVERTURE DE LA 16^e COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL À ALGER

Le système algérien de protection sociale, une expérience qui inspire

Alger s'impose comme la capitale régionale de la protection sociale. Le Centre international des conférences Abdeltif-Rahal accueille depuis ce lundi la 16^e session de la Commission du développement social, rassemblant ministres des Affaires sociales et chefs de délégations des pays arabes membres de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie occidentale (CESAO). Cette rencontre de trois jours, qui se déroule jusqu'au 25 juin, positionne l'Algérie comme référence régionale en matière de politiques sociales.

Le choix d'Alger pour abriter cette session stratégique n'est pas fortuit. Comme l'a souligné la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Soraya Mouloudji, lors de la cérémonie d'ouverture qu'elle a coprésidée avec Mehrinaz El Awady, directrice du Groupe sur l'équité entre les sexes, la population et le développement inclusif de la CESAO, l'Algérie a été sélectionnée en raison de son «expérience pionnière en matière de protection sociale». Cette reconnaissance internationale témoigne de la maturité du modèle social algérien et de sa capacité d'inspiration pour la région.

L'Algérie a construit au fil des décennies un système de protection sociale robuste qui résiste aux crises économiques et sociales. Soraya Mouloudji a rappelé que le pays «n'a ménagé aucun effort en vue de garantir la protection sociale et de renforcer les mécanismes de promotion de l'égalité à tous les niveaux». Le programme de réformes sociales engagé sous l'impulsion du président

de la République vise à consolider davantage les acquis du système de protection sociale algérien. Cette modernisation s'appuie sur une approche inclusive qui intègre les défis contemporains tout en préservant les fondements solidaires de la société algérienne. L'objectif est de créer un modèle social adapté aux mutations économiques et démographiques du 21^{ème} siècle.

Mouloudji a exprimé sa «grande considération» pour les réformes entreprises dans plusieurs pays arabes en matière de protection sociale, soulignant l'importance de l'échange d'expériences régional. Cette session constitue une opportunité unique d'intensifier les efforts collectifs et de mutualiser les bonnes pratiques pour renforcer les systèmes de

protection et de prise en charge sociale, particulièrement dans le contexte post-pandémique qui a révélé la fragilité de nombreux systèmes sociaux. Mehrinaz El Awady a mis en perspective l'importance cruciale de cette rencontre, considérant la protection sociale comme un véritable «moteur des économies nationales». Cette approche économique de la politique sociale reflète une évolution conceptuelle majeure : la protection sociale n'est plus perçue comme un coût mais comme un investissement stratégique dans le capital humain et la stabilité économique. Elle a exprimé l'espoir que les travaux de cette session viendront «compléter les efforts déployés dans la construction des systèmes de protection sociale» régionaux. Les parti-

cipants à cette session examineront les problématiques complexes liées à la protection sociale comme instrument de promotion de l'égalité, abordant les réformes structurelles nécessaires pour garantir une couverture universelle et accroître l'efficacité des dispositifs de protection sociale dans l'espace arabe. L'événement revêt une dimension particulière avec l'organisation simultanée du 4^{ème} Forum arabe pour l'égalité, témoignant de l'engagement algérien en faveur de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale. L'expérience algérienne, forgée par des décennies de politiques sociales ambitieuses, offre un laboratoire d'idées précieux pour l'ensemble de la région.

SAMIR BENISID

Projet de loi sur l'exploitation touristique des plages

Le texte adopté à l'APN

L'Assemblée populaire nationale a adopté lundi le projet de loi fixant les règles générales d'utilisation et d'exploitation touristiques des plages du pays. Cette séance plénière, présidée par Brahim Boughali, président de l'institution parlementaire, s'est déroulée en présence de Houria Meddahi, ministre du Tourisme et de l'Artisanat, et Kaouter Krikou, ministre des Relations avec le Parlement. Ce nouveau texte législatif, qui modifie et complète la loi 03-02 existante, introduit des amendements substantiels visant à transformer le paysage du tourisme balnéaire algérien. L'une des innovations majeures consiste à «améliorer la qualité des prestations touristiques balnéaires, en exigeant des opérateurs souhaitant bénéficier de concessions en la matière d'avoir des qualifications dans les domaines du tourisme et des loisirs». Cette mesure répond à une volonté de professionnalisation du secteur, longtemps considéré comme insuffisamment structuré. Par ailleurs, le texte impose «l'obligation d'élaborer un plan d'aménagement pour chaque plage autorisée à la baignade, comme outil juridique permettant d'organiser l'exploitation de ces espaces». Cette disposition témoigne d'une

approche plus méthodique et planifiée du développement touristique côtier. La ministre Kaouter Krikou a souligné l'importance historique de cette adoption, déclarant que ce projet constitue «un nouvel acquis législatif qui vient enrichir le système juridique algérien». Elle a précisé que cette loi est «à même de renforcer le rôle central du tourisme dans la relance du développement national et dans la diversification de l'économie nationale, ce qui en fait un nouvel acquis législatif qui vient enrichir le système juridique algérien, au service de l'intérêt général». La ministre a également replacé cette adoption dans un contexte plus large de modernisation, expliquant que ce texte s'inscrit dans le cadre «des réformes législatives en cours en Algérie, en adéquation avec les exigences actuelles du citoyen et en réponse à ses diverses préoccupations, notamment dans le domaine touristique». Cette nouvelle législation s'inscrit dans la stratégie gouvernementale de diversification économique, cherchant à développer le tourisme comme alternative aux hydrocarbures traditionnellement dominants dans l'économie algérienne.

CHOKRI HAFED

L'IRAN CIBLE UNE BASE US AU QATAR EN RIPOSTE AUX ATTAQUES AMÉRICAINES

Le spectre d'une guerre régionale !

Le Moyen-Orient bascule dangereusement vers un embrasement généralisé après les frappes américaines contre les installations nucléaires iraniennes dans la nuit du 22 au 23 juin 2025. Cette escalade militaire spectaculaire, orchestrée par l'administration Trump sans autorisation du Congrès, fait planer le spectre d'une guerre régionale aux conséquences imprévisibles.

L'Iran a riposté lundi en lançant des missiles contre la base américaine d'Al-Udeid au Qatar, marquant une nouvelle étape dans cette escalade. Téhéran a précisé que le nombre de missiles tirés correspondait exactement au nombre de bombes larguées par les avions américains la veille sur les sites nucléaires de Fordow, Natanz et Ispahan, dans une logique implacable de représailles proportionnelles. Parallèlement, l'armée iranienne a déployé des dizaines de drones suicides vers l'entité sioniste dans le cadre de la 21e vague de l'opération «Promesse honnête 3», initiée en réponse à l'agression israélienne du 13 juin. Cette dangereuse escalade trouve ses racines dans la stratégie belliciste de Benjamin Netanyahu, qui a entraîné les États-Unis dans une «guerre coûteuse et injustifiée», selon les termes de l'ambassadeur iranien aux Nations Unies. Depuis le 13 juin, l'entité sioniste poursuit son agression contre le sol iranien, faisant plus de 400 victimes iraniennes, parmi lesquelles de hauts commandants militaires, des scientifiques nucléaires et des civils innocents. Cette campagne militaire, menée pendant onze jours consécutifs, révèle une stratégie délibérée de déstabilisation régionale. La décision de Donald Trump de bombarder les installations nucléaires iraniennes sans consultation du Congrès suscite une levée de boucliers au sein de l'opposition démocrate américaine. Le sénateur Dick Durbin dénonce une violation flagrante de la Constitution, accusant le président de placer les États-Unis «au bord d'une guerre plus large au Moyen-Orient». Les chefs de file démocrates Chuck Schumer et Hakeem Jeffries estiment que Trump

a «augmenté de manière spectaculaire» le risque d'implication américaine dans une nouvelle déflagration régionale. Alexandria Ocasio-Cortez va plus loin, accusant le président d'avoir «risqué de manière impulsive de lancer une guerre qui pourrait nous piéger pendant des générations». Cette critique bipartisane reflète l'absence de menace imminente identifiée par les services de renseignement américains qui aurait pu justifier une action militaire unilatérale. La décision trumpienne apparaît ainsi comme un acte d'aventurisme militaire, dictée par des considérations politiques plutôt que par une nécessité sécuritaire avérée. La communauté internationale exprime une profonde inquiétude face à cette escalade. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres met en garde contre un «cycle sans issue de représailles après représailles», soulignant que «des populations de la région ne peuvent pas subir un nouveau cycle de destruction». Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique Rafael Grossi tire la sonnette d'alarme, avertissant que «le régime de non-prolifération nucléaire tel que nous le connaissons pourrait s'effondrer» si la diplomatie ne reprend pas ses droits. Les conséquences de cette politique belliqueuse se mesurent déjà sur le terrain. Le Qatar, contraint de suspendre son trafic aérien par mesure de précaution, dénonce une «violation flagrante» de sa souveraineté et se «réserve le droit» de répondre à l'attaque iranienne. Cette extension géographique du conflit illustre parfaitement les risques d'embrasement régional générés par l'irresponsabilité des dirigeants américain et israélien. La Russie et la Chine, par la voix de leurs



L'Iran a promis une riposte ferme aux attaques US. (Photo DR)

représentants à l'ONU, condamnent fermement ces «actions irresponsables, dangereuses et provocatrices». Moscou et Pékin, accompagnés du Pakistan, ont fait circuler un projet de résolution appelant à un cessez-le-feu immédiat et condamnant «dans les termes les plus forts les attaques contre les sites et installations nucléaires pacifiques» en Iran. Cette initiative diplomatique révèle l'isolement croissant des États-Unis et de l'entité sioniste sur la scène internationale. L'agression provoquée à l'encontre de l'Iran «n'a pas le moindre fondement ni la moindre justification», a déclaré lundi le président russe Vladimir Poutine lors d'une rencontre avec le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, en visite à Moscou. «Votre visite en Russie survient à un moment complexe, dans une période de fortes tensions dans la région et autour de votre pays», a indiqué M. Poutine à M. Araghchi.

«Notre positionnement sur les événements actuels est connu de tous. Il a été clairement défini par le ministère russe des Affaires étrangères et vous connaissez notre position au Conseil de sécurité de l'ONU», a ajouté le président russe. Il a rappelé que la Russie jouissait de relations «durables, amicales et stables» avec l'Iran, et assuré que son pays s'efforçait activement de soutenir le peuple iranien. La Russie n'écarte pas aussi la possibilité de voir «certains pays fournir des ogives nucléaires» à l'Iran en cas de conflit majeur. L'Iran, de son côté, maintient sa détermination à poursuivre son programme nucléaire pacifique. Le vice-ministre des Affaires étrangères Majid Takht-Ravanchi réaffirme que Téhéran demeure «un membre sincère du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires» et refuse toute ingérence extérieure dans ses activités nucléaires civiles. Cette position de principe contraste

avec l'agression militaire subie par le pays. L'Algérie, par la voix de son représentant permanent Amar Bendjama, lance un appel «ferme» à un cessez-le-feu immédiat et à la reprise des négociations, soulignant que «le monde, particulièrement le Moyen-Orient, ne peut supporter une nouvelle guerre». Cette voix de la sagesse résonne face à la folie destructrice qui s'empare de la région. Aujourd'hui, tandis que les drones iraniens sillonnent le ciel vers leurs cibles israéliennes et que les missiles pleuvent sur les bases américaines, la fenêtre diplomatique se referme inexorablement. La responsabilité historique de Trump et Netanyahu dans cette escalade vers l'abîme apparaît désormais clairement établie. Leur politique de force aveugle menace non seulement la stabilité régionale mais l'équilibre géopolitique mondial, transformant le Moyen-Orient en poudrière prête à exploser.

LYES SAÏDI

Air Algérie annule deux vols à destination de Dubaï et de Doha

La compagnie aérienne nationale «Air Algérie» a annoncé lundi dans un communiqué l'annulation de deux vols à destination de Dubaï et de Doha, en raison «des circonstances actuelles». «Le vol AH 4062 à destination de Dubaï prévu à 22h00 ainsi que le vol AH 4078 à destination de Doha prévu à 00h55 ont été annulés en raison «des circonstances actuelles», a précisé le communiqué. «La

compagnie exprime ses sincères regrets pour cette situation indépendante de sa volonté et réaffirme son engagement à tenir informés sa clientèle des évolutions liées dans les plus brefs délais», selon la même source. Pour plus d'information, Air Algérie a invité sa clientèle à contacter le centre d'appel au numéro 3302.

APS

Les prix du pétrole et du gaz flambent !

Les marchés énergétiques européens et mondiaux ont connu une journée de forte tension ce lundi, avec une envolée spectaculaire des prix du pétrole et du gaz naturel suite aux frappes américaines contre les installations nucléaires iraniennes. Cette escalade militaire soudaine a ravivé les craintes d'une perturbation majeure des approvisionnements énergétiques régionaux, plongeant les investisseurs dans l'incertitude. Le baril de Brent de la mer du Nord, référence mondiale du pétrole brut, a d'abord bondi de 5,7% en début d'échanges pour atteindre 81,40 dollars, marquant son plus haut niveau depuis fin janvier. Cette hausse brutale reflétait l'inquiétude immédiate des marchés face à l'intervention militaire américaine sur le sol iranien. Cependant, après cette envolée initiale, les cours ont progressivement reflué pour finalement afficher une progression plus modérée de 0,39% à 77,31 dollars vers 11h25 heure européenne. Son équivalent américain, le West

Texas Intermediate, a suivi une trajectoire similaire, progressant de 0,37% à 74,11 dollars le baril pour les livraisons d'août. Cette relative stabilisation après le pic matinal témoigne d'une certaine prudence des investisseurs, qui semblent attendre des signaux plus clairs sur l'évolution de la situation géopolitique avant de s'engager massivement. Cette réaction mesurée des marchés pétroliers surprend les analystes, habitués à des réactions plus vives lors de crises géopolitiques majeures. «Ce manque de réaction est fascinant», souligne Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote Bank. Cependant, l'épée de Damoclès plane toujours au-dessus des marchés énergétiques. Les investisseurs restent dans l'expectative de la réaction promise par Téhéran après les bombardements américains, qui ont visé les installations nucléaires de Fordow, Natanz et Ispahan. L'Iran a déjà riposté en lançant des missiles contre la base américaine d'Al-Udeid au Qatar et en déployant des drones

suicides vers l'entité sioniste, mais la menace d'une escalade plus importante demeure. Le scénario le plus redouté par les marchés reste le blocage par l'Iran du détroit d'Ormuz, passage stratégique reliant le Golfe persique au Golfe d'Oman. Cette voie maritime cruciale voit transiter quotidiennement 20% de la production pétrolière mondiale, représentant environ 21 millions de barils par jour. Toute perturbation de ce flux énergétique vital aurait des répercussions immédiates et dramatiques sur les prix mondiaux. Selon les prévisions d'Ipek Ozkardeskaya, un tel blocage ferait exploser les cours de l'or noir, avec le brut américain pouvant «franchir le seuil des 100 dollars le baril», soit une hausse de plus de 25 dollars par rapport aux niveaux actuels. Une telle envolée aurait des conséquences désastreuses sur l'économie mondiale, déjà fragilisée par les tensions inflationnistes. Parallèlement au pétrole, les prix du gaz naturel européen ont également flambé ce lundi. L'indice TTF, référence

européenne pour les contrats à terme gaziers, a bondi de 1,5% pour atteindre 41,53 euros par mégawatt-heure, soit son niveau le plus élevé depuis le début avril. Durant les premières heures de négociation, les cours ont même atteint un pic à 42,44 euros par mégawatt-heure, équivalent à environ 48,80 dollars, marquant un sommet sur deux mois. Cette hausse du gaz européen s'explique par les craintes d'une extension du conflit qui pourrait affecter les approvisionnements énergétiques régionaux. L'Iran, bien que n'étant pas un fournisseur direct majeur de gaz à l'Europe, joue un rôle géopolitique crucial dans la stabilité énergétique régionale. Toute escalade militaire impliquant les puissances régionales pourrait perturber les flux gaziers en provenance du Moyen-Orient et d'Asie centrale. La fermeture du détroit d'Ormuz aurait également des conséquences désastreuses pour exportations de GNL qatari.

SAMIRA GHRIB

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU

L'Algérie lance un appel urgent à la diplomatie

Dans un contexte international particulièrement tendu marqué par l'escalade militaire au Moyen-Orient, l'Algérie a une nouvelle fois fait entendre sa voix de la raison au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Dimanche à New York, l'ambassadeur Amar Bendjama, représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU, a livré une intervention remarquée lors d'une réunion consacrée aux «Menaces contre la paix et la sécurité internationales», réaffirmant la position algérienne en faveur du règlement pacifique des conflits et de la primauté du droit international. L'intervention du diplomate algérien intervient dans un contexte critique où les tensions autour du dossier nucléaire iranien ont atteint un seuil dangereux suite aux frappes américaines ayant ciblé des installations nucléaires iraniennes. Face à cette escalade préoccupante, M. Bendjama a exprimé avec force la position de l'Algérie, soulignant que «le monde, particulièrement le Moyen-Orient, ne peut supporter une nouvelle guerre». Cette déclaration reflète la constante diplomatie algérienne qui privilégie systématiquement les solutions négociées aux confrontations armées, s'inscrivant dans la tradition de médiation et de non-alignement qui caractérise la politique étrangère du pays depuis son indépendance. Le représentant algérien n'a pas manqué de dénon-

cer vigoureusement la dégradation récente de la situation, déclarant : «Au moment où la communauté internationale s'est réunie et était unie pour trouver les moyens d'apaiser les tensions, la situation s'est considérablement détériorée hier, aggravée par les frappes américaines qui ont ciblé les installations nucléaires iraniennes.» Cette prise de position courageuse illustre l'indépendance de la diplomatie algérienne qui n'hésite pas à critiquer ouvertement les actions militaires, même lorsqu'elles émanent de grandes puissances, dès lors qu'elles contreviennent aux principes du droit international. M. Bendjama a particulièrement insisté sur les implications juridiques et sécuritaires de ces attaques, exprimant «la profonde préoccupation de l'Algérie et ses vifs regrets face à cette escalade dangereuse, qui a gravement compliqué la situation sécuritaire et exposé la région toute entière à des risques sans précédent dont les conséquences pourraient être incontrôlables». Cette analyse témoigne de la vision stratégique algérienne qui appréhende les crises régionales dans leur dimension globale, consciente que l'instabilité au Moyen-Orient affecte directement

la sécurité de l'ensemble de la région méditerranéenne et africaine.

L'ambassadeur algérien a également soulevé une question juridique fondamentale concernant l'intégrité du système international de non-prolifération nucléaire. Selon lui, «le ciblage d'installations nucléaires soumises aux garanties internationales sape considérablement l'intégrité et la crédibilité du système international de non-prolifération», rappelant que «le cadre juridique qui garantit la sécurité des installations nucléaires est clair, global et contraignant». Cette position s'appuie sur la résolution de la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui stipule explicitement que «toute attaque armée ou toute menace visant des installations nucléaires à usage pacifique constitue une violation des principes de la Charte des Nations Unies, du droit international et du Statut de l'Agence». Dans sa plaidoirie pour un retour à la diplomatie, M. Bendjama a formulé un appel pressant, réitérant «l'appel ferme à un cessez-le-feu immédiat, au retour à la table de négociation et à un engagement sincère de toutes les parties concernées à trouver une solution pacifique négociable



L'ambassadeur Amar Bendjama a réaffirmé la position de principe de l'Algérie. (Photo DR)

de la question nucléaire iranienne y compris la levée des sanctions». Cette approche globale, incluant la question des sanctions, reflète la conviction algérienne que seule une approche équilibrée et inclusive peut aboutir à une solution durable. Le diplomate algérien a conclu son intervention par une réflexion profonde sur l'état actuel du système multilatéral, s'interrogeant : «Qu'attend le Conseil de sécurité, quelle responsabilité lui incombe-t-il et que reste-t-il à la diplomatie ?» avant de constater amèrement que «nous assistons aujourd'hui à une régression profonde et dangereuse où la guerre est devenue la

négaration de la diplomatie et de la politique par tous les moyens». Cette critique sévère du recours systématique à la force témoigne de l'attachement algérien aux principes fondateurs de l'ONU et de son refus de voir le droit international instrumentalisé au profit des rapports de force. Pour l'Algérie, «le seul moyen d'aller de l'avant est le retour à la diplomatie dans le cadre de la légalité internationale, des principes de la Charte de l'ONU et du règlement pacifique des conflits», car «des solutions militaires n'ont jamais réussi à résoudre les défis complexes auxquels la région est confrontée».

HOCINE FADHELI

DÉCLARATION D'ISTANBUL

Soutien aux efforts de l'Algérie au Conseil de sécurité

Le Conseil des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), réuni dimanche à Istanbul (Turquie) pour sa 51e session, a exprimé son soutien aux efforts tangibles et appréciables déployés par l'Algérie dans le cadre de son mandat de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies. La Déclaration d'Istanbul, issue des travaux de cette session de deux jours, a porté sur le soutien aux efforts tangibles et appréciables des Etats membres de l'OCI, à savoir l'Algérie, le Pakistan et la Somalie, dans le cadre de leur mandat non permanent au Conseil de sécurité, en faveur des causes islamiques. Les participants ont réaffirmé la centralité de la cause palestinienne et leur soutien constant à l'établissement d'un Etat palestinien souverain, indépendant et d'un seul tenant, sur les frontières de 1967, avec pour capitale Al-Qods, souli-

gnant que la solution à deux Etats demeure «la seule option viable pour parvenir à la paix et à la stabilité dans la région, au bénéfice de tous». Ils ont également condamné la guerre génocidaire menée par l'entité sioniste dans la bande de Ghaza depuis plus de 19 mois, ainsi que les campagnes de destruction et de tueries systématiques en Cisjordanie, y compris à Al-Qods, qui visent à liquider la cause palestinienne, y compris le droit du peuple palestinien à l'autodétermination. Ils ont insisté sur l'urgence de parvenir à un cessez-le-feu permanent et durable, et sur la nécessité de mettre en œuvre la résolution 2735 du Conseil de sécurité, en vue de mettre fin à l'agression et de concrétiser le plan arabo-islamique de redressement et de reconstruction de Ghaza. Les participants ont fermement dénoncé l'utilisation de la famine comme moyen de génocide par l'occupant, à travers l'interdiction de l'entrée des aides

humanitaires et l'entrave au travail des organisations humanitaires internationales, dans le but de provoquer un déplacement forcé. Ils ont exprimé leur rejet «catégorique» de toute tentative visant à déplacer les Palestiniens de leurs terres, y voyant une liquidation de la cause palestinienne et une violation grave du droit international. Dans le même ordre d'idées, la Déclaration d'Istanbul a condamné les politiques de déstabilisation menées par l'entité sioniste dans la région ainsi que ses récentes attaques contre l'Iran, la Syrie et le Liban, qu'elle considère comme «des violations flagrantes de la souveraineté, de la sécurité de ces pays et du droit international». La Déclaration a également dénoncé l'agression de l'entité sioniste contre l'Iran, insistant sur l'impératif d'un arrêt immédiat de ces attaques, et a exprimé une «vive inquiétude» face à cette escalade dangereuse, qui menace la situation humanitaire, écono-

mique et environnementale dans la région. Par ailleurs, la Déclaration a salué les efforts du gouvernement syrien intérimaire pour réintégrer la Syrie dans son environnement régional et international, soulignant la nécessité d'assurer un soutien politique et financier durable afin de garantir la stabilité et la sécurité. En outre, les participants ont réaffirmé leur position de principe appelant au respect de la souveraineté, de l'indépendance, de l'unité et de l'intégrité territoriale de tous les Etats membres, ainsi qu'à la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Enfin, ils ont souligné que l'expérience et les compétences acquises par certains Etats membres durant la période de décolonisation confèrent à l'Organisation de la coopération islamique un rôle important de médiation dans la résolution des conflits, tant entre ses membres qu'avec d'autres pays membres de l'ONU.

APS

Sahara occidental

Le Polisario souligne l'amplification du soutien international à la décolonisation

Le Front Polisario continue de mobiliser la communauté internationale autour de la question du Sahara occidental, dernière colonie d'Afrique selon l'organisation. Dimanche, Sidi Mohamed Omar, membre du secrétariat national du Front de la Saguia el-Hamra et du Rio de Oro et représentant du Polisario aux Nations Unies, a mis en exergue «l'élargissement du soutien international pour mettre fin à la colonisation au Sahara occidental» lors de déclarations à la télévision sahraouie. Le responsable sahraoui a particulièrement insisté sur les positions de soutien et de solidarité exprimées par des pays de différents continents devant le Comité des 24 de l'ONU pour la décolonisation, soulignant que «de nombreux pays ont renouvelé leur demande de mettre fin à l'occupation

de la dernière colonie d'Afrique». Mohamed Omar a rappelé que «le peuple sahraoui poursuit sa marche de libération jusqu'à la réalisation de ses objectifs non négociables de liberté et d'indépendance», tout en dénonçant la situation des droits humains dans les territoires sahraouis occupés, «présente avec force dans les sessions onusiennes». Il a souligné que les interventions des Etats membres et des pétitionnaires devant le Comité des 24 ont fait de cette session «une étape de condamnation de l'Etat occupant marocain». Concernant les perspectives d'avenir du processus de paix onusien au Sahara occidental, le représentant du Polisario a constaté que «la mission de l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU pour le Sahara occidental piétine en raison de la combinaison de deux

éléments : d'une part, «la position de l'Etat occupant marocain qui continue de miser sur la consolidation de la réalité de son occupation illégitime», et d'autre part, «l'inaction de certains pays influents au Conseil de sécurité», ce qui encourage l'occupant à persister dans sa position de refus d'une solution juste, durable et fondée sur la légalité internationale.

Omar a conclu en affirmant que «quel que soit l'ampleur des défis, l'élément constant est l'attachement ferme du peuple sahraoui à son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance», ajoutant que le peuple sahraoui «insiste pour poursuivre sa lutte et sa résistance légitime pour étendre sa souveraineté sur l'ensemble du territoire de la République sahraouie».

R.N.

MOHAMED ARKAB AU 17^e SOMMET D'AFFAIRES AMÉRICANO-AFRICAIN

L'ambition de s'imposer en hub énergétique continental

L'Algérie a réaffirmé ses ambitions continentales lors du 17^e Sommet d'affaires américano-africain ouvert hier dans la capitale angolaise Luanda.

Représentant le président de la République Abdelmadjid Tebboune, le ministre d'État, ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab, a dévoilé une stratégie énergétique. Dans une intervention remarquée devant un parterre de dirigeants africains et de CEO américains, Mohamed Arkab a souligné le caractère décisif de cette rencontre : «Il est temps de passer des déclarations d'intention à la réalisation concrète et à l'exécution sur le terrain des projets énergétiques à travers le continent». Cette déclaration intervient dans un contexte où l'Afrique cherche à valoriser ses immenses ressources énergétiques pour stimuler son développement économique. Dans ce contexte, l'Algérie affiche l'ambition de se positionner comme le futur hub énergétique continental, s'appuyant sur plusieurs projets structurants d'envergure. Mohamed Arkab a détaillé les initiatives phares du pays : «Les grands projets stratégiques que l'Algérie a lancés pour renforcer l'inté-

gration énergétique continentale, en tête desquels le projet de gazoduc transsaharien, les projets d'interconnexion électrique régionale, les initiatives de développement des énergies renouvelables, ainsi que le plan hydrogène vert». Cette stratégie vise à faire de l'Algérie «un acteur central dans la production et l'exportation d'énergie propre vers les marchés africain et européen». Cette offensive diplomatique et économique s'inscrit dans un mouvement plus large de consolidation des relations énergétiques algéro-américaines. Depuis 2021, l'arrivée des géants pétroliers américains Chevron et ExxonMobil sur le marché algérien a marqué un tournant stratégique. Ces investissements massifs, notamment dans l'exploration offshore et le développement de gisements non conventionnels, témoignent du potentiel prometteur du pays en matière d'énergie et de gaz notamment. Le contexte géopolitique actuel renforce cette dynamique et a mis en relief l'importance stratégique cruciale aux



Le ministre de l'Énergie est intervenu hier au Sommet d'affaires américano-africain. (photo DR)

hydrocarbures algériens. L'accord gazier signé en 2022 entre l'Algérie et l'Italie, d'une valeur de 4 milliards de dollars, illustre cette nouvelle donne géopolitique où Alger devient un partenaire énergétique incontournable. Au-delà des hydrocarbures traditionnels, l'Algérie mise sur la transition énergétique.

Le pays a annoncé un plan d'investissement de 15 milliards de dollars dans les énergies renouvelables d'ici 2030, avec pour objectif d'atteindre 15 000 mégawatts de capacité solaire et éolienne. Cette stratégie s'accompagne du développement de l'hydrogène vert, secteur dans lequel l'Algérie espère devenir un exporta-

teur majeur vers l'Europe.

Mohamed Arkab a également appelé à «adopter des solutions de financement innovantes pour soutenir ces projets et intensifier la coopération américano-africaine dans les domaines du transfert de technologie, de la formation, de la recherche commune et de l'innovation industrielle». Il a réaffirmé «la disponibilité de l'Algérie à transférer son expertise technique aux pays frères d'Afrique».

Cette approche s'inscrit parfaitement dans la logique de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui offre de nouvelles opportunités d'intégration économique. Notons que les rencontres avec des homologues africains et des dirigeants de multinationales en marge de la réunion pourraient déboucher sur de nouveaux partenariats stratégiques. L'enjeu dépasse la simple coopération énergétique. Il s'agit pour l'Algérie de s'imposer comme le pont énergétique entre l'Afrique, l'Europe et les États-Unis, valorisant sa position géographique stratégique et ses immenses réserves d'hydrocarbures.

SABRINA AZIOUEZ

L'Algérie tisse ses alliances énergétiques africaines

En marge du 17^e Sommet d'affaires américano-africain de Luanda, l'Algérie a intensifié sa diplomatie énergétique continentale. Le ministre d'État chargé de l'Énergie, Mohamed Arkab, a mené des discussions stratégiques avec ses homologues égyptien et angolais, consolidant les bases d'une coopération énergétique africaine renforcée. Les entretiens avec le ministre égyptien du Secteur public, en présence de Salima Bakhta Mansouri, secrétaire d'État aux Affaires africaines, ont révélé l'ampleur des ambitions bilatérales. Les deux pays explorent des opportunités d'investissement dans les hydrocarbures, la pétrochimie et les énergies renouvelables, avec un accent particulier sur les infrastructures énergétiques et l'hydrogène vert. Le secteur minier occupe également une place centrale dans ces discussions, notamment les industries de transformation du phosphate et la production d'engrais,

secteurs où l'échange d'expertise technique s'avère crucial. L'interconnexion électrique régionale constitue l'un des projets phares évoqués, reliant l'Algérie à la Tunisie, la Libye et l'Égypte. Cette initiative s'inscrit dans une logique d'intégration économique régionale, permettant une optimisation des ressources énergétiques nord-africaines. Les deux parties ont convenu d'intensifier la coordination et les échanges entre acteurs économiques, privilégiant des projets d'investissement basés sur la réciprocité des bénéfices.

Avec l'Angola, pays hôte du sommet, les discussions ont pris une dimension continentale plus large. Mohamed Arkab s'est entretenu avec Diamantino Pedro Azevedo, ministre angolais des Ressources minières, du Pétrole et du Gaz, explorant les synergies possibles dans l'exploitation optimale des ressources pétrolières et gazières. L'accent a été mis sur l'intensification de la recherche géologique,

l'exploration et le développement des industries minières de transformation.

Un aspect particulièrement significatif de ces échanges concerne la coopération technique et la formation. Les deux pays ont programmé une visite prochaine des cadres de Sonatrach, Sonarem et des agences minières algériennes à Luanda, visant à approfondir les consultations et identifier des projets concrets de partenariat. Cette démarche témoigne d'une volonté d'aller au-delà des déclarations d'intention pour concrétiser une coopération opérationnelle. Mohamed Arkab a également souligné l'importance du renforcement de la coopération au sein de l'Organisation africaine des pays producteurs de pétrole (APPO), dont l'Algérie et l'Angola sont membres actifs. Il a insisté sur la nécessité d'une exploitation optimale des ressources pétrolières et gazières africaines pour garantir la sécurité énergétique et stimuler les économies continentales. Cette

approche multilatérale vise à coordonner les réponses aux défis de la transition énergétique, l'attraction des investissements et la localisation technologique. Le ministre angolais a, de son côté, salué les relations fraternelles avec l'Algérie, reconnaissant l'expertise algérienne en matière d'exploration, de transformation énergétique et d'innovation technique. Cette reconnaissance mutuelle des compétences constitue un socle solide pour des partenariats durables. Les deux parties ont convenu de renforcer la coordination technique et d'accélérer la coopération institutionnelle, en préparation des prochains rendez-vous bilatéraux, notamment la Commission mixte algéro-angolaise. Cette dynamique s'inscrit dans une stratégie plus large de consultation sur les projets de coopération énergétique régionale, servant les intérêts continentaux et renforçant l'intégration africaine.

S.A.

ZLECAF ET INVESTISSEMENTS DANS LES INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT

La BM mise sur un gain de croissance de 2% pour l'Afrique

L'Afrique pourrait transformer radicalement son paysage économique en combinant renforcement du commerce intra-continental et modernisation de ses infrastructures de transport. C'est la conclusion frappante du dernier rapport de la Banque mondiale intitulé «L'Afrique du XXI^e siècle : gouvernance et croissance», qui révèle un gain de croissance de plus de 2% sur le PIB pour l'ensemble du continent. L'institution de Bretton Woods dessine un scénario ambitieux mais réalisable : une série de réformes structurelles associant la facilitation des échanges commerciaux dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) et l'amélioration des infrastructures routières intercontinentales permettrait d'accroître le PIB africain de 2,27%.

Cette projection s'accompagne d'une explosion des flux commerciaux, avec une hausse de 14,8% des exportations globales et un bond spectaculaire de 88,18% des exportations intra-africaines.

Ces chiffres révèlent l'ampleur du défi mais aussi l'immensité des opportunités. L'Afrique, qui ne représente encore qu'une fraction modeste des échanges commerciaux mondiaux, dispose d'un potentiel d'intégration économique largement inexploité. La Banque mondiale souligne que ces réformes s'avèrent cruciales pour consolider la dynamique économique continentale et renforcer la position de l'Afrique dans l'économie globalisée.

L'analyse révèle également les limites d'une approche fragmentée. Le seul renforcement du commerce intra-

africain, sans investissement parallèle dans les infrastructures, générerait des bénéfices limités : les exportations globales ne progresseraient que de 3,41%, les échanges intra-continents de 34,68%, et la croissance économique de seulement 0,64%. Cette comparaison démontre l'importance cruciale d'une stratégie intégrée combinant facilitation commerciale et développement infrastructurel.

Une opportunité pour l'Algérie

L'Algérie illustre parfaitement ce potentiel de transformation. Selon les projections de la Banque mondiale, une mise en œuvre optimale de l'accord ZLECAF couplée à une exploitation efficace des infrastructures de transport continentales permettrait

au pays d'augmenter son commerce avec les partenaires africains de plus de 133%. Cette dynamique se traduirait par une hausse de 14,42% de ses exportations totales et une accélération de sa croissance économique de 2,22%.

Ces perspectives s'inscrivent dans un contexte où l'Afrique cherche à diversifier ses partenariats économiques et à réduire sa dépendance aux marchés extérieurs. La ZLECAF, entrée en vigueur en 2021, constitue l'un des projets d'intégration économique les plus ambitieux au monde, créant un marché de plus d'un milliard de consommateurs. Cependant, sa réussite dépend largement de la capacité des États africains à surmonter les défis infrastructurels qui fragmentent encore le continent.

AMAR MALKI

OUM EL BOUAGHI

D'importants projets pour améliorer l'AEP

Le secteur de l'hydraulique dans la wilaya d'Oum El Bouaghi connaît une dynamique soutenue avec des chantiers d'envergure visant à structurer et étendre le service d'alimentation en eau potable.

La wilaya d'Oum El Bouaghi dispose d'un système d'AEP composé de ressources superficielles et souterraines. Les ressources superficielles couvrent 54% des besoins de la wilaya, tandis que le reste provient des nappes souterraines. Le barrage-bassin d'Ourkis, situé à Ain Fakroun, constitue la principale infrastructure de ce dispositif. Il alimente huit communes, soit une couverture de 72% de la population de la wilaya, le reste des habitants étant desservi par des puits. Les réserves actuelles de ce barrage sont estimées à 20 millions de mètres cubes, garantissant une situation confortable pour cette saison estivale. Par ailleurs, près de 86.000 m³ d'eau sont distribués quotidiennement à travers les couloirs Est et Ouest de la wilaya. Concernant la gestion de l'alimentation en eau, quatorze communes, soit 87% des habitants de la wilaya, sont prises en charge par l'ADE, tandis que treize autres assurent elles-mêmes leur approvisionnement. La wilaya d'Oum El Bouaghi a bénéficié, au titre du plan d'action pour l'exercice 2025, de 26 forages répartis à travers

plusieurs communes. Douze ont déjà été mis en service au début de l'année, sept autres le seront à la fin du mois de juin en cours. Les forages restants seront opérationnels durant ou après la saison estivale. Les puits déjà mis en service affichent un débit de 135 litres par seconde, soit l'équivalent de 11.700 m³ par jour pour huit communes. Pour les sept forages à venir, ils atteindront un débit de 140 litres par seconde, soit 12.180 m³ par jour. Techniquement, ces ouvrages sont achevés et n'attendent que leur raccordement au réseau d'énergie électrique. Parallèlement à ces projets d'envergure, Oum El Bouaghi a bénéficié d'un programme supplémentaire composé de 22 forages, dont sept sont déjà en cours de réalisation et d'équipement, tandis que quinze autres font l'objet de travaux de réhabilitation. S'étendant sur 463 km de canalisations, ces opérations vont assurer 16.800 raccordements individuels. Dans le même élan, la wilaya a engagé la réhabilitation de 75 km de canalisations d'eau potable au profit de 6.640 foyers. Ce projet structurant vise à assurer une alimentation optimale



Un plan d'action pour améliorer l'approvisionnement en eau en été. (Photo DR)

aux populations. Plusieurs projets relevant du secteur de l'hydraulique sont en cours de réalisation et avancent à un rythme soutenu. Dans le cadre des projets sectoriels, les services concernés procèdent à la rénovation de 59 km de réseau d'AEP à Ain Beida, 11 km à Ain M'Lila, et 15 km répartis entre Oum El Bouaghi, Sigus, Ain Fakroun et F'kirina. Autres opérations engagées : la rénovation de 21 km de réseau et le raccordement de 1.750 foyers à mechta Bir Lasfar, dans la commune de Henchir Toumghani, la rénovation de 65 km de réseau et le raccordement de 250 foyers à

mechta Gueraa Saïda et à Malah (Aïn Babouche), ainsi que la réhabilitation de 15 km de réseau et le raccordement de 250 foyers à Ouled Saoud (Sigus) et plusieurs autres mechtas.

L'extension du réseau d'AEP a permis la mise en service de 147 km de nouvelles canalisations, réparties entre 41 km dans la commune de Sigus, 10 km à Ain Beida, et 96 km dans le cadre des projets communaux de développement. Dans le cadre du renforcement des capacités de stockage, la wilaya a engagé deux projets de réalisation de réservoirs : l'un d'une capacité de 250 m³ dans la

commune de Souk Naamane, et le second d'une capacité de 1.500 m³ implanté dans la commune de F'kirina. Concernant le fonçage de puits, plus de 4.000 autorisations ont été délivrées depuis 2020, ainsi que 3.759 autorisations attribuées depuis la mise en place du guichet unique, et 1.380 autorisations supplémentaires accordées au titre de l'année 2024. Toutefois, le fonçage de puits reste un enjeu critique en raison de la baisse de la pluviométrie et de la surexploitation des eaux souterraines, qui fragilisent les nappes phréatiques.

SOFIA CHAHINE

ANNABA

Réhabilitation des réservoirs d'AEP de Chiba

Implantés dans la station de distribution d'eau potable de Chiba, dans la commune de Sidi Amar, la réhabilitation de deux réservoirs AEP était devenue impérative. En raison de leur état de vétusté avancée, les deux réservoirs ont fait l'objet d'une opération de réhabilitation et de remise en service, afin d'améliorer l'alimentation en eau potable des populations de la wilaya d'Annaba. La remise en exploitation des deux équipements a coïncidé avec la visite de Brahim Merad, ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, ce samedi à Annaba. Lors

de la visite de la station de Chiba, en présence de la délégation l'accompagnant, dont le ministre de l'Hydraulique, M. Taha Derbal, les deux réservoirs ont été officiellement relancés après leur réhabilitation. Ces infrastructures, d'une capacité respective de 1.000 et 5.000 m³, ont été remises en service avant l'inauguration du distributeur principal de la station de traitement de Chiba.

Sur place, M. Brahim Merad a qualifié ces réalisations de « vitales », soulignant leur rôle dans le renforcement des capacités de stockage et de distribution d'eau potable dans la

région. Il a précisé que l'un des réservoirs, datant de 1969, nécessitait une réhabilitation urgente pour garantir la continuité du service et optimiser l'efficacité du réseau.

Le ministre de l'Intérieur a appelé que ces travaux concrétisent les directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à améliorer le service public et les conditions de vie des citoyens, particulièrement dans le secteur de l'AEP. Il a insisté sur l'intégration de ces réhabilitations dans une stratégie globale d'augmentation des capacités régionales. De son côté, M. Taha Derbal, ministre de l'Hydraulique, a

indiqué que les interventions techniques effectuées permettront d'accélérer la distribution d'eau potable et de réduire les coupures, notamment durant les périodes de forte consommation. Les deux ministres ont conjointement mis l'accent sur l'impérieuse nécessité de préserver ces réalisations par un suivi rigoureux et une maintenance préventive. Ils ont réaffirmé que les projets hydrauliques demeurent prioritaires dans les programmes gouvernementaux, surtout face aux défis climatiques et à la pression accrue sur les ressources en eau.

SOFIA CHAHINE

GHARDAIA

270.000 palmiers dattiers traités contre le Boufaroua et le Myelois

Près de 270.000 palmiers dattiers productifs, disséminés à travers les palmeraies de la wilaya de Ghardaïa, seront traités contre les parasites du Boufaroua et du Myelois, a révélé lundi la direction locales des services agricoles (DSA). Initiée annuellement par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, l'opération (curative et préventive), cible le traitement de 185.000 palmiers contre le Boufaroua et 85.000 palmiers contre le Myelois, a précisé le DSA, Sid Ahmed Melahi. Un financement de 15 millions DA a été mobilisé pour la concrétisation de cette opération inscrite dans le cadre de la stratégie nationale visant à protéger le palmier dattier des

parasites et ravageurs nuisibles afin d'améliorer la production et la qualité des dattes algériennes et préserver le palmier, a-t-il ajouté. L'opération, qui sera lancée prochainement, a été précédée par une « étude diagnostique » et des tournées de prospection de la situation phytosanitaire dans les différentes palmeraies de la wilaya, a expliqué le DSA en signalant que l'évaluation de la situation phytosanitaire a été effectuée par les ingénieurs agronomes de l'Institut national de protection des végétaux (INPV), tandis que le traitement sera effectué par des micro-entreprises et les agriculteurs après soumission et suivi d'un cahier de charge. Une action de sensibilisation préventive des

phœniculteurs et propriétaires de palmiers aux enjeux liés à la production de dattes de qualité et la lutte contre la pullulation des parasites du palmier a été lancée auparavant par la station régionale de la protection des végétaux (SRPV) de Ghardaïa, selon la même source. Compte tenu de son impact socioéconomique et environnemental dans les zones oasiennes du pays, le patrimoine phœnicicole national, qui compte plus de 20 millions de palmiers, dont plus de 12 millions productifs, offre une multitude de variétés célèbres, notamment les espèces nobles telles que Deglet-Nour, Ghers, Bent-K'bal, Timjohart et permet de pérenniser l'écosystème et l'environnement des

populations soumises aux aléas naturels et climatiques. Le Boufaroua et le Myelois sont des vers qui tissent autour d'un régime de dattes une toile semblable à celle de l'araignée, rongent le fruit et étouffent le palmier, causant une baisse sensible de sa productivité et de la qualité du fruit, selon les agronomes. La wilaya de Ghardaïa qui compte près de 1.027.990 de palmiers dattiers, dont 914.550 productifs, espère réaliser cette saison, selon la DSA, une « bonne » récolte estimée à plus de 545.000 QX de dattes, qui reste tributaire de conditions climatiques favorables, du suivi phytosanitaire et du traitement préventif et curatif contre les maladies du palmier.

APS

L'Occident et le néonazisme de la nouvelle génération

Le néonazisme de la nouvelle génération, qui est en train de relever aujourd'hui la tête dans l'Occident orwellien, n'est guère à l'image de celui ancré dans l'imaginaire collectif : il est aussi éloigné du nazisme traditionnel que le néo-libéralisme est éloigné de la théorie libérale.

PAR OLEG NESTERENKO

Le néonazisme de la nouvelle génération dans sa forme la plus dangereuse ne réside nullement dans les êtres primitifs se tatouant la tête d'Adolf Hitler sur leurs poitrails et s'exhibant sur internet sur fond des drapeaux à croix gammée. Ni dans les foules constituées de ces derniers et facilement identifiables, marchant en rang à la tombée de la nuit à la lumière des flambeaux levés et criant à leur propre gloire - comme on les voit de plus en plus en Ukraine depuis 2014. Cette tranche d'extrémistes ne constitue que la partie la plus inoffensive du néonazisme, car porteuse que de capacités intellectuelles résiduelles.

La forme la plus dangereuse du néonazisme est celle de la nouvelle génération qui est constituée non pas de primitifs, mais d'élites politico-financières occidentales convaincues non seulement du caractère exceptionnel de leur mode d'existence et du modèle sociétal qu'ils comparent tout au mieux dans leur tête, voir à voix haute à un « jardin fleuri », mais surtout de l'infériorité quasi-génétique de toutes autres formes sociétales qui ne sont donc que des « jungles » et doivent être traitées comme telles.

La majeure partie d'entre eux, faute du manque abyssal de connaissance de l'histoire, seraient fort étonnés d'apprendre qu'ils sont de véritables porteurs de l'idéologie néo-nazie. Pour que leur étonnement soit rapidement dissipé, il leur suffit d'ouvrir les livres d'histoire et d'apprendre l'idéologie et l'argumentation de leurs aïeux des années 20 du siècle passé et de constater que sur un grand nombre de points ils ne sont que le reflet contemporain dans le miroir modernisé de ces derniers.

A l'instar des idéologues du IIIème Reich, tels que Alfred Rosenberg (pendu en 1946), les idéologues arrivés aujourd'hui au pouvoir en Occident collectif prônent d'une manière peu dissimulée la suprématie du modèle occidental - et donc des Occidentaux - sur le reste de la planète.

Les expressions, tels que « L'Europe est un jardin, le reste du monde une jungle, qui pourrait l'envahir » de Josep Borrell, l'ancien haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, vice-président de la Commission européenne, ne sont guère différentes des narratifs propagés depuis les tribunes nazies sous le IIIème Reich.

Kaya Kallas, l'ancienne première ministre du gouvernement chauviniste estonien qui a été propulsée par les idéologues du nouveau régime paneuropéen pour reprendre les fonctions de Josep Borrell parti en repos mérité, a apporté sa pierre à l'édifice du « Nouvel Ordre Européen », notamment en août 2022, en affirmant (sur son compte Twitter) que juste « visiter l'Europe [c'est-à-dire même en simple touriste] - c'est un privilège et non pas un droit de l'homme ».

En parlant de cette estonienne, quel est le rapport des trois pays baltes, membres de l'Union Européenne - Estonie, Lettonie et Lituanie - vis-à-vis



Le néonazisme retrouve de la vigueur en Europe. (Photo DR)



Oleg Nesterenko
Président du CCIE.
Spécialiste de la Russie, CEI et de l'Afrique subsaharienne

du régime nazi du IIIème Reich ?

Il est très simple : parallèlement à la « condamnation » officielle, chacun des trois pays en question organise de régulières manifestations et parades annuelles de glorification des divisions de la Waffen-SS et d'autres unités baltes des bourreaux au sein de l'armée et forces d'occupation nazies durant la seconde guerre mondiale. Des manifestations et parades parfaitement autorisées et grandement soutenues par les autorités tant au niveau local que national.

De quelles unités baltes parlons-nous ? Il s'agit de la 15ème et de la 19ème division des volontaires lettons de la Waffen-SS; de la 20ème division des volontaires estoniens de la Waffen-SS; du Kommando Arajs de la police auxiliaire lettone, entièrement composée de volontaires et responsable du meurtre d'au moins 30.000 personnes, ainsi que des bataillons de Polizei lituaniens ayant assassiné près de 100.000 juifs, dont 9.200 juifs dans la seule journée du 29 octobre 1941 (à ne pas confondre les juifs de l'époque avec ceux de la politique d'Israël de nos jours). Parallèlement aux dites manifestations, une campagne d'une complète destruction de l'ensemble des monuments dédiés aux soldats russes morts au combat contre le nazisme sur les territoires des pays baltes, y compris des monuments se situant sur les tombes des soldats, a été organisée et, à l'heure d'aujourd'hui, s'est achevée pratiquement à 100%. La destruction des monuments est accompagnée de l'interdiction totale par les autorités baltes non seulement de la commémoration du jour de victoire, le 9 mai, mais l'interdiction sous peine de poursuites judiciaires même du dépôt de fleurs sur les lieux des monuments détruits.

Les actuels idéologues de l'UE, sont-ils au courant des gravissimes dérives baltes ci-dessus citées ? La réponse : parfaitement au courant. Quelle est leur réaction ? Elle est inexistante. Aujourd'hui, en dehors du néo-nazisme florissant sur le sol des 3 pays baltes, nous faisons face à une véritable réhabilitation juridique du nazisme en Union Européenne.

Déjà en 2020, le criminel de guerre Lev Rupnik, chef du gouvernement collaborationniste pronazi de Slovénie (à ne pas confondre avec Slovaquie)

durant la seconde guerre, condamné par un tribunal yougoslave et fusillé en 1946 - a été officiellement réhabilité. La condamnation a été annulée sous le prétexte de « violation des normes procédurales » en 1946. Soit, s'il vivait aujourd'hui, ce bourreau qui a organisé la déportation des juifs vers les camps de concentration et la tuerie de tout résistant à l'occupation nazie - aujourd'hui, il serait acquitté et s'en sortirait qu'avec, peut-être, le port d'un bracelet électronique.

De même que les thèses guère extrémistes et qui n'ont rien à voir avec l'idéologie nazie de l'ouvrage « Das Dritte Reich » (Le Troisième Reich), écrit en 1923 par Arthur Moeller Van den Bruck*, ont été très gravement perverties par les national-socialistes allemands, au point que l'ouvrage lui-même est devenu le livre de chevet d'Adolf Hitler (le 30 avril 1945, Hitler se donne la mort dans son bunker ; sur son bureau, un livre dédié par son auteur est ouvert : « Le Troisième Reich » de Moeller Van den Bruc) - les idées parfaitement saines des fondations de l'Union Européenne ont été gravement perverties par des générations politiques se succédant, l'une se situant dans un stade de dégénérescence morale plus avancée que la précédente.

Aujourd'hui, nous arrivons à une étape culminante dans laquelle l'Union Européenne commencera soit à se désintégrer, soit à muter dans à un régime néo-totalitaire, dont le gigantesque appareil du « Ministère de la Vérité » orwellien déjà mis en place s'occupera de la propagande auprès des masses du simulacre de la réelle démocratie et du simulacre de la réelle opposition politique qui n'existeront que d'une manière formelle, afin d'afficher la prétendue « diversité démocratique ».

Moeller van den Bruck, le théoricien politique allemand, connaissait un grand intérêt des nazis pour son ouvrage, a bien laissé des messages avant sa mort en 1925, afin d'avertir le monde du danger du national-socialisme : « L'idée d'un Troisième Empire pourrait bien se révéler la plus funeste de toutes les illusions », « Il [Adolf Hitler] fera de notre nation de philosophes et de poètes un peuple de criminels et d'assassins ».

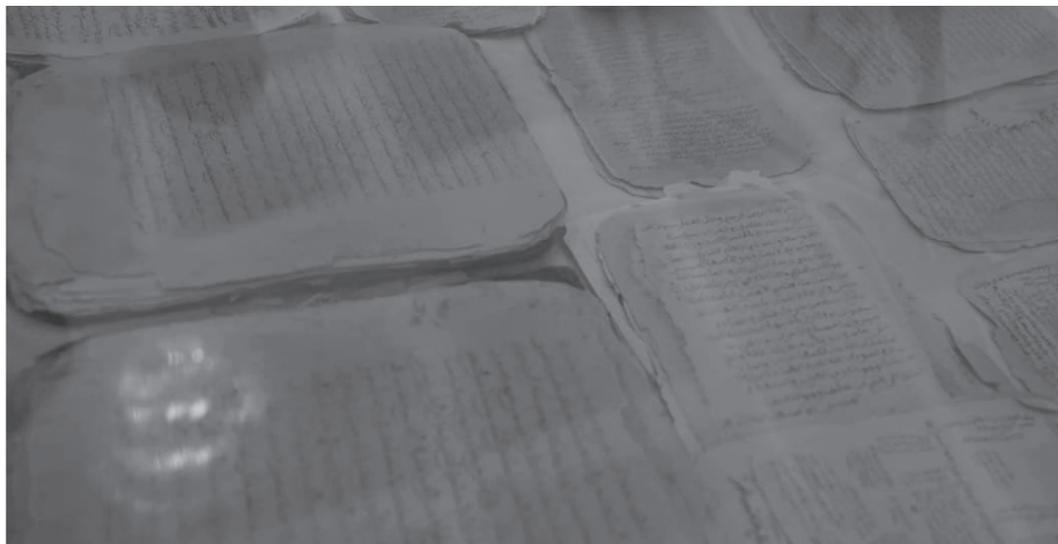
ALGER, CAPITALE DE LA CULTURE HASSANIYA

Un patrimoine sahraoui millénaire

L'événement «Alger, Capitale de la Culture Hassaniya» 2025 s'est achevé lundi sur une note particulièrement émouvante avec la participation remarquée de la République arabe sahraouie démocratique.

Au Palais de la Culture Moufdi Zakaria, une exposition exceptionnelle révèle au public algérien et international la richesse insoupçonnée du patrimoine culturel sahraoui, témoin d'une civilisation qui résiste depuis des siècles aux aléas de l'histoire. Cette manifestation culturelle d'envergure, organisée par le Ministère de la Culture et des Arts en collaboration avec l'Union internationale des écrivains de la Hassaniya, offre une fenêtre unique sur l'authenticité du peuple sahraoui. Le Ministère sahraoui de la Culture, associé à l'Union des écrivains et journalistes sahraouis, présente une collection précieuse de manuscrits historiques et d'ouvrages contemporains illustrant la continuité culturelle d'une société en perpétuelle lutte pour sa reconnaissance. Ces documents, véritables trésors de la civilisation hassaniya, racontent l'histoire d'un peuple qui a su préserver son héritage malgré l'occupation et l'exil. Les manuscrits exposés constituent un témoignage saisissant de la profondeur historique de la culture sahraouie. Mohamed Loud Moulay Lahcen, responsable des manuscrits historiques au Ministère sahraoui de la Culture, révèle que «le plus ancien de ces manuscrits remonte à plus de 300 ans, d'autres manuscrits varient entre 87 et 90 ans, alors que la date d'autres documents n'a pas encore été déterminée».

Ces documents comprennent des exemplaires du Saint Coran, des traités sur la méthodologie de l'enseignement au Sahara Occidental, des livres d'interprétation coranique, des recueils de lois législatives spécifiques à la société sahraouie et des documents administratifs datant de la période précédant l'occupation marocaine. Le chercheur souligne avec émotion l'importance de préserver cet «héritage historique important, car ces manuscrits sont restés dans les camps de réfugiés pendant 52 ans». Il ajoute que «malgré le manque de moyens, les conditions difficiles, l'absence de conditions de conservation et leur exposition à des facteurs naturels nuisibles, ils demeurent des témoins de notre histoire et de notre culture». Cette déclaration résonne comme un cri du cœur d'un peuple qui refuse l'oubli et maintient vivante sa mémoire collective dans les conditions les plus adverses. L'exposition révèle également que «beaucoup de manuscrits sont fièrement conservés chez plusieurs familles sahraouies», témoignant d'une transmission intergénérationnelle qui défie toutes les tentatives d'effacement culturel. Le Ministère sahraoui de la Culture déploie des efforts considérables pour «convaincre ces familles de l'importance de coordonner avec le Ministère et collecter ces manuscrits afin de les protéger, les conserver et les sécuriser



Le public a pu découvrir des manuscrits exceptionnels. (Photo DR)

contre les dommages, la falsification et la perte». Cette démarche illustre la volonté institutionnelle de sauvegarder un patrimoine menacé tout en respectant les liens familiaux qui l'ont préservé. Parallèlement aux manuscrits anciens, le pavillon sahraoui présente une production littéraire contemporaine florissante. Les visiteurs découvrent des recueils de poèmes en dialecte hassani, notamment «Min yanabi eth'thakafa» (des sources de la culture) du poète Ez'Zaim Allal El-Daf, «Amdjad chaâb» (les gloires d'un peuple) du poète El-Husein Ibrahim et «ôyoun thairâ» (des yeux révoltés) de la poétesse Khadidjatou Aaliyat. Ces œuvres témoignent de la vitalité créatrice d'une littérature qui puise dans les racines traditionnelles pour exprimer les aspirations contemporaines. Les ouvrages académiques occupent également une place de choix avec des titres comme «Dirasset wa abhath fi edh'dhakira ech'chaâbiya, hikeme wa amthal» (Études et recherches sur la mémoire populaire, sagesses et proverbes) et l'ouvrage col-

lectif «Moussahama fi et'taarrof âla el maadhi ath'thakafi li Tiris, Es'Sahrae El Gharbiya-djerd at'tourath eth'thakafi» (contribution à la connaissance du passé culturel du Tiris, Sahara Occidental - Inventaire du patrimoine archéologique). Khadidjatou Mahmoud Menou, membre du Bureau exécutif de l'Union des journalistes et écrivains sahraouis, précise que «les derniers ouvrages exposés ont été récemment publiés en dialecte hassani» grâce à la collaboration avec le Centre de Recherches et de Documentation du Patrimoine Sahraoui. Elle souligne que ces «œuvres littéraires documentées de recherche racontent la mémoire du peuple sahraoui et mettent en lumière son identité et ses traditions». Ces publications, éditées «principalement par des maisons d'édition algériennes et dans certains pays amis en coopération avec le Ministère sahraoui de la Culture», illustrent la solidarité culturelle qui unit les peuples de la région. La chercheuse en patrimoine hassani Soumia Badi Abdellah voit dans cette exposition «une oppor-

tunité de nous mettre en valeur à travers l'Algérie, qui soutient et appuie notre cause et contribue à la production de nos œuvres littéraires et culturelles». Elle évoque «Le Salon International du Livre d'Alger» comme une «large fenêtre pour passer dans le monde», soulignant le rôle d'Alger comme capitale culturelle rayonnante. Cette manifestation s'inscrit dans une démarche plus large de reconnaissance et de préservation de la culture hassaniya, dialecte et tradition culturelle partagés par plusieurs peuples du Maghreb et du Sahel. En accueillant cet événement, Alger réaffirme sa vocation de carrefour culturel et son engagement en faveur de la diversité linguistique et patrimoniale de la région. L'exposition du patrimoine sahraoui au Palais Moufdi Zakaria transcende la simple présentation d'objets culturels pour devenir un acte de résistance pacifique et de revendication identitaire, rappelant que la culture demeure l'une des armes les plus puissantes face à l'occupation.

MOHAND SEGHIR

RÉHABILITATION DE LA CITADELLE HAFSIDE À ANNABA

Le ministère de la Culture et des Arts interpellé

La citadelle hafside d'Annaba, édifice qui porte en lui l'histoire de la région et de toute l'Algérie, se meurt dans l'indifférence la plus totale. Ce lieu emblématique de la wilaya d'Annaba s'effrite sous l'usure du temps et se trouve dans un état de détérioration avancée. Malgré son importance historique et patrimoniale, ce site, vestige d'une présence remontant à plus de huit siècles, interpelle de plus en plus les défenseurs du patrimoine et les acteurs locaux qui appellent à sa sauvegarde urgente. La structure, fragilisée par le temps et les dégradations humaines, pourrait devenir un véritable pôle d'attractivité culturelle et touristique si des travaux de réhabilitation étaient engagés. Elle offrirait ainsi un espace dédié à la mémoire nationale, notamment à la résistance populaire, au mouvement national et à la Révolution algérienne, tout en consolidant le lien entre passé et présent. Dans ce contexte, une correspondance officielle a été adressée par les députés de la wilaya d'Annaba au début du mois de juin en cours au ministère de tutelle, en l'occurrence le

ministère de la Culture et des Arts, afin de relancer le projet de réhabilitation et de valorisation du site. Le courrier, selon l'un des députés signataires de la correspondance, souligne l'urgence d'intervenir et rappelle qu'une réponse antérieure du ministère, datant de novembre 2023, demeure sans suite concrète à ce jour. La

mobilisation autour de la citadelle hafside s'inscrit dans un effort plus global de préservation du patrimoine architectural, historique et identitaire national. À Annaba, comme ailleurs, la réhabilitation des monuments historiques constitue non seulement une exigence de mémoire, mais aussi une opportunité de développement

local durable. Les regards sont désormais tournés vers les autorités compétentes, dans l'attente d'un signal fort en faveur de la culture et de l'histoire vivante dont témoignent ces vestiges implantés sur les hauteurs nord de la médina, la vieille ville communément appelée place d'Armes.

SOFIA CHAHINE

ORAN

Le «donjon rouge» intégré aux travaux d'urgence de restauration du Palais du Bey

Le monument historique «Bordj El Ahmar» (le Donjon Rouge) a été récemment intégré aux travaux d'urgence engagés pour la restauration du Palais du Bey, situé dans le vieux quartier de Sidi El-Houari à Oran, a-t-on appris auprès de la direction locale de la Culture et des Arts. Ce site, également connu sous les noms de «Kasr Lemhal» ou «le Palais Rouge», a été ajouté au programme de restauration accélérée du Palais du Bey, lancé il y a deux

mois, et dont les travaux avancent à un rythme soutenu, a précisé à l'APS Djamel-Eddine Barka, chef du service du patrimoine. L'inclusion de ce monument dans le projet vise à préserver ce bien culturel et architectural, situé à proximité immédiate du Palais du Bey, a-t-il ajouté. D'après des sources historiques, le donjon rouge a été érigé vers l'an 1100 par les Maltais, qui l'utilisaient comme centre d'activité commerciale. Le site a été agrandi par

les Mérinides, puis modifié à plusieurs reprises, durant la période ottomane et l'occupation espagnole de la ville d'Oran, ainsi que durant la colonisation française. Surnommé «le Donjon Rouge» en raison des matériaux rouges utilisés pour sa construction, ce monument comprend sept donjons. Il est classé patrimoine national, faisant partie de l'ensemble fortifié «Rosal Alcazar», inscrit au patrimoine national en 2018.

APS

Coupe d'Algérie de volleyball Le WA Tlemcen remporte son second trophée

Le WA Tlemcen s'est adjugé la Coupe d'Algérie de volleyball de l'édition-2025, en battant l'OMK El-Milia sur le score de (3 - 0: 25-17, 25-18 et 25-16), en finale disputée dimanche à la salle Abdelkader Kessal de Rouiba. C'est le second trophée du WAT après celui de 2023, en décrochant à cette occasion le doublé (coupe et championnat) après le titre remporté mercredi dernier devant le MC Alger (3-1). Le club des «Zianides» succède au palmarès de l'épreuve à la JSC Ouled Aouane victorieuse en 2024, du CAS Theniet El-Abed (3-0). En revanche, l'OMK El-Milia a échoué à sa troisième finale de Coupe, après celles perdues en 2017 contre le NR Bordj Bou Arreridj (0-3) et en 2019 face au GS Pétroliers (0-3). Finale de la Coupe d'Algérie 2025 de volley-ball (messieurs) Dimanche 22 juin : WA Tlemcen - OMK El Milia (3-0).

Boxe La Coupe d'Algérie 2025 annulée

L'édition 2025 de la Coupe d'Algérie de Boxe, initialement prévue cet été, a été finalement annulée pour des raisons liées à l'aspect organisationnel, a annoncé dimanche la Fédération algérienne de la discipline (FAB). «La situation financière actuelle de la Fédération algérienne de boxe ne permet pas l'organisation d'un événement de cette envergure, d'où son regret de devoir l'annuler», a détaillé l'instance dans un communiqué, diffusé sur ses réseaux sociaux. La FAB s'est engagée auprès des clubs et des Ligues à assurer «une organisation qualitative des compétitions à venir», en espérant que d'ici là, «les moyens financiers le permettront». Un point qui sera probablement évoqué lors du prochain Collège Technique National, en même temps que plusieurs autres sujets, ayant trait au développement de la discipline.

GYMNASTIQUE

Nemour envoie un message à la concurrence

Près d'une année après son sacre olympique aux barres asymétriques à Paris 2024, Kaylia Nemour a brillamment repris le chemin de la compétition internationale pour la Coupe du monde 2025.

À Tachkent et avec deux médailles d'or au compteur, la championne olympique algérienne a envoyé un signal fort à la concurrence mondiale, mais surtout validé une nouvelle étape de sa préparation sous la houlette de sa nouvelle entraîneuse, Nadia Massé. En Ouzbékistan, la gymnaste de 18 ans a démontré qu'elle n'avait rien perdu de sa classe exceptionnelle. À la poutre, elle s'est imposée avec une note de 13.300 points, devançant l'Ouzbèke Odinakhon Robidjonova (12.500 pts) et la Kazakhe Korkem Yerbosynkyzy (12.100 pts). Mais c'est surtout aux barres asymétriques, son agrès de prédilection, qu'elle a régalé en s'imposant de manière éclatante avec un score de 14.700 points, creusant un écart considérable avec la Sud-Africaine Neveen Natascha Daries et la Croate Sofia Wester, toutes deux créditées de 12.500 points. Cette performance remarquable s'inscrit dans une démarche de

reconstruction technique particulièrement ambitieuse. Comme l'explique Nadia Massé, sa nouvelle entraîneuse, cette étape de Tachkent avait pour principal objectif de «réintégrer des éléments techniques qu'elle n'avait plus présentés en compétition depuis près d'un an». Un travail de longue haleine qui s'avère d'autant plus crucial que Kaylia Nemour prépare activement les Championnats du monde prévus en octobre prochain à Jakarta.

La technicienne, qui a pris les rênes de l'entraînement de la star algérienne, contextualise parfaitement les enjeux de cette reprise : «Cette étape s'inscrivait pleinement dans la préparation aux Championnats du monde, prévus en octobre prochain à Jakarta. L'un des enjeux majeurs pour Kaylia était de réintroduire en compétition certains éléments techniques qu'elle n'avait plus exécutés depuis les Jeux olympiques.» Une approche méthodique qui témoigne de la volonté de l'équipe algérienne de ne rien laisser au hasard dans la quête de nouveaux succès.

Nadia Massé insiste d'ailleurs sur la particularité de cette période post-olympique : «On le sait, l'année qui suit les Jeux est toujours décisive, tant sur le plan sportif qu'humain. L'objectif est de remettre progressivement en place les mouvements les plus complexes pour revenir au plus haut niveau mondial. Kaylia a d'ailleurs présenté deux mouvements de qualification très prometteurs.» Cette étape ouzbèke représentait également une première importante dans la collaboration entre Kaylia Nemour et sa



Nemour domine ses agrès de prédilection. (Photo DR)

nouvelle encadrante. Un test grandeur nature qui a permis de valider les nouvelles méthodes de travail mises en place. Si les résultats sont au rendez-vous, Nadia Massé reste lucide sur les axes d'amélioration : «En finale, Kaylia a ressenti une pression qu'elle n'a pas totalement su canaliser, ce qui lui a coûté quelques points sur les notes de départ. Mais je retiens surtout son engagement sans faille et sa capacité à rattraper ses erreurs, signe d'une détermination intacte.» Consciente que le chemin vers l'excellence est semé d'embûches, l'entraîneuse dresse néanmoins un bilan très positif de cette phase de transition. L'étape de Coupe du monde de Tachkent, qui fait partie du circuit international de gymnastique artistique organisé par la

Fédération internationale de gymnastique (FIG), constituait un jalon incontournable dans cette nouvelle dynamique.

Pour conclure, Nadia Massé n'oublie pas de saluer l'environnement qui permet à Kaylia Nemour d'évoluer dans les meilleures conditions : «Cette compétition était incontournable. Je tiens à remercier le sélectionneur national, Saad-Eddine Hamici, la Fédération algérienne de gymnastique (FAG) et le Comité olympique et sportif algérien (COA) pour leur soutien constant.» Des remerciements qui soulignent l'importance du travail collectif dans la réussite individuelle de la championne olympique, désormais lancée vers de nouveaux défis internationaux.

MONCEF D.

MONDIAL DE HANDBALL U21

L'Algérie s'impose face aux États-Unis

Mission accomplie pour les handballeurs algériens des moins de 21 ans ! Après avoir été éliminé du Tour principal du Mondial U21 2025, les «Verts» ont, lors de leur premier match dans la Coupe du Président, signé une victoire convaincante face aux États-Unis sur le score de 26 à 20, lundi à Sosnowiec en Pologne. Une entame réussie qui place d'emblée l'équipe nationale en tête de son groupe avec la Corée du Sud. Dès la mi-temps, le Sept national avait pris les devants en menant 12 à 9, témoignant d'une maîtrise collective qui ne s'est jamais démentie. Cette victoire bonifie de belle manière le parcours de l'équipe algérienne qui dispute cette compétition après s'être qualifiée grâce à sa troisième place obtenue lors du Championnat d'Afrique des nations 2024 à Mahdia en Tunisie. Avec quatre points au compteur, l'Algérie par-



tage la tête du groupe II avec la Corée du Sud, également victorieuse de son premier match face au Canada (42-29). Cette performance place les joueurs algériens dans une position favorable avant leur second et dernier match de poules prévu ce mardi à 10h45 face aux Sud-Coréens. Ce duel s'annonce décisif pour déterminer l'ordre final du classement et la suite du programme algérien dans cette compétition où l'équipe évolue pour les places de 17e à 20e du tableau final. Le programme de cette Coupe du Président se poursuivra avec les matchs du 24 juin, avant d'enchaîner sur les phases finales. Les quarts de finale sont programmés le 26 juin dans les villes de Sosnowiec et Katowice, les demi-finales le 27 juin à Plock et Kielce, tandis que la finale et le match pour la troisième place clôtureront cette édition 2025 le dimanche 29 juin.

M.D.

Meeting International de Troyes-Aube

Mohamed Ali Gouaned s'impose sur le 800 mètres

Le demi-fondiste algérien Mohamed Ali Gouaned a remporté le 800 m du Meeting International de Troyes (France), établissant au passage un nouveau record de cette réunion en 1:44.45, réalisé dimanche soir. Le natif de Biskra a remporté cette course au sprint, devant deux éthiopiens : Tefera Yohannes (2e en 1:44.57) et Berhanu Ayansa (3e en 1:44.60). Plusieurs autres

athlètes algériens étaient engagés dans ce meeting, dont certains ont réussi de bonnes performances, comme cela a été le cas pour le jeune Heithem Chenitef, qui a décroché la deuxième place sur le 1500 mètres, avec un chrono de 3:36.14, au moment où son compatriote Amine Brahimi s'est contenté de la quatrième place, en 3:36.82. Une excellente performance pour Chenitef, dont c'était

la première course sur 1500 mètres cette saison et qui en a profité pour améliorer son meilleur temps, qui était de 3:41.96 depuis le mois de juillet 2024. Chez les dames, c'est Ghania Rezik qui s'est distinguée, en décrochant la troisième place sur le 800 mètres, avec un chrono de 2:06.40, considéré comme un nouveau meilleur temps pour elle sur cette distance.

APS

MONDIAL DES CLUBS

Aït-Nouri enflamme Manchester

Rayan Aït-Nouri, recruté pour quelque 40 millions d'euros en provenance de Wolverhampton le 9 juin dernier, a enfin foulé la pelouse sous les couleurs de Manchester City lors de la deuxième journée de la Coupe du Monde des Clubs. Et quelle entrée en matière ! Face à Al Ain, l'international algérien de 24 ans a livré une prestation remarquable qui a conquis son entraîneur Pep Guardiola et séduit les observateurs.

Initialement pressenti pour faire ses débuts lors du match inaugural contre le Wydad Casablanca, Aït-Nouri avait dû patienter sur le banc. Un carton rouge de Rico Lewis à la 87e minute avait contrarié les plans de son entraîneur qui s'appêtait à le lancer. Mais l'attente n'aura duré qu'un match. Aligné d'entrée dans une défense à quatre aux côtés de Gvardiol, Akanji et Khusanov, l'international algérien a immédiatement trouvé ses marques dans le système guardiolan. Sur le flanc gauche, Aït-Nouri a impressionné par son volume de jeu et sa polyvalence. Solide défensivement avec 7 duels remportés au sol et 3 interceptions, il s'est également

montré précieux dans la relance avec un taux de passes réussies de 95% (56 sur 59). Mais c'est offensivement que l'ancien angevin a le plus brillé, multipliant les montées tranchantes et mettant régulièrement en difficulté la défense émiratie. Ses 4 dribbles réussis sur 6 tentés témoignent de sa capacité à éliminer en un contre un, tandis que ses 6 centres ont constamment mis le feu dans la surface adverse. Cette performance complète lui a valu une note de 7,4 sur SofaScore, le plaçant parmi les meilleurs joueurs de cette large victoire 6-0. Seuls Gündogan, auteur d'un doublé, Haaland et Bernardo Silva ont fait mieux lors de cette démonstration collective des Skyblues, qui

ont validé leur qualification pour les huitièmes de finale avant même d'affronter la Juventus ce jeudi. L'enthousiasme de Guardiola en conférence de presse traduit parfaitement l'impression laissée par sa nouvelle recrue. «On savait qu'Aït Nouri était un joueur pétri de talent. Il peut évoluer à l'intérieur du jeu comme sur l'aile. Il a fait un très bon match», a déclaré le technicien catalan avant d'en rajouter une couche : «Il a beaucoup de talent. Défensivement, il peut jouer à l'extérieur, à l'intérieur, dans le dernier tiers... Il est vraiment bon, tellement intelligent...» Des éloges qui résonnent comme une promesse d'avenir radieux pour l'international algérien aux 18 sélections.



Aït Nouri a été convainquant pour sa première sortie avec les Sky Blues. (Photo DR)

Cette première réussite ouvre de belles perspectives pour Aït-Nouri, qui pourrait enchaîner dès jeudi face à la Juventus Turin lors de la dernière journée de poules. Pour l'ancien loup de Wolverhampton, l'aventure manciunienne com-

mence sous les meilleurs auspices, avec un entraîneur déjà conquis et un public qui attend de voir davantage de ce talent algérien promis à un bel avenir dans l'élite européenne.

MONCEF DAHLEB

CAN 2024

Aouar rêve du sacre continental avec l'Algérie

À six mois de la Coupe d'Afrique des Nations qui se déroulera au Maroc, Houssein Aouar affiche ses ambitions sans détour. Le milieu offensif d'Al-Ittihad, formé à l'Olympique Lyonnais et passé par l'AS Rome avant de rejoindre l'Arabie Saoudite l'été dernier, ne cache pas que remporter un titre avec les Fenecs constitue l'objectif ultime de sa carrière. «Clairement. Aujourd'hui, le plus grand objectif de ma carrière c'est de gagner un titre avec l'Algérie. «Je pense qu'on a une bonne équipe. La sélection se porte bien. On est ambitieux, on a un coach qui nous donne de la confiance. On a une Fédération qui avance dans le bon sens», analyse Aouar, soulignant l'atmosphère constructive qui règne actuellement autour de l'équipe nationale. L'ancien Lyon-

nais se montre particulièrement optimiste concernant la prochaine CAN marocaine, qu'il perçoit comme une opportunité majeure. «Maintenant, c'est à nous sur le terrain de tout donner pour le peuple, le pays. D'abord, il y a la CAN qui arrive au Maroc. J'ai le sentiment que c'est une compétition qui sera très suivie. Pour nous, l'objectif est simple : on veut gagner», déclare-t-il avec détermination. Le joueur adopte une approche pragmatique concernant la préparation, estimant que même les revers peuvent être instructifs. Évoquant la récente défaite amicale contre la Suède (4-3 le 10 juin), il explique : «Là, on vient de perdre contre la Suède, ce genre de défaite, même si on préfère gagner, ça nous apprend des choses sur notre équipe.» Cette philosophie témoigne de la maturité d'un joueur qui a vécu une

transition majeure l'été dernier en rejoignant Al-Ittihad. Son arrivée en Arabie Saoudite s'est faite grâce à l'influence déterminante de Karim Benzema. «J'ai été appelé par Karim Benzema et le club d'Al-Ittihad. Ils m'ont expliqué le projet qu'il était en train de bâtir», se souvient Aouar, qui avait pourtant d'autres options en Europe, notamment l'Olympique de Marseille. Le discours du Ballon d'Or 2022 s'est révélé persuasif : «Il m'a dit que c'était le bon endroit. Il se plaisait en Arabie saoudite, qu'il était ici pour gagner, et que les ambitions étaient importantes pour la saison à venir. Karim m'a dit qu'il avait envie qu'on joue ensemble. Et quand un joueur comme ça te parle, ça fait la différence.» «Il a eu un impact sur moi. On s'entend très bien. Comme je l'ai toujours dit, c'est le meilleur numéro

9 au monde. Travailler au quotidien avec lui, c'est exceptionnel !», confie l'Algérien, auteur de 2 buts et 4 passes décisives en 30 matchs lors de sa première saison à Djeddah, couronnée par un titre de champion. Au-delà de l'aspect sportif, c'est une relation personnelle qui s'est nouée entre les deux anciens Lyonnais. «En tant que Lyonnais, il a toujours été une source d'inspiration. On se connaît depuis pas mal d'années, ce n'est pas qu'une relation de travail entre collègues. C'est un peu plus», révèle Aouar, impressionné par la mentalité de champion de Benzema : «Ce qui est impressionnant, c'est qu'il a encore faim. Comme il a gagné pendant toute sa carrière, il a cette détermination des grands champions. Il en veut encore.»

M.D.

TRAGÉDIE AU STADE DU 5 JUILLET

Des instructions fermes pour déterminer les responsabilités

L'Algérie pleure trois de ses enfants après le drame qui a endeuillé le football national samedi soir au stade olympique du 5 juillet. L'accident tragique, survenu à l'issue de la rencontre opposant le Mouloudia Club d'Alger au NC Magra lors des célébrations du titre de champion remporté par le MCA, a coûté la vie à trois jeunes supporters : Othmane Moulay, Mohamed Yacine Dahmane et Younes Amghouzi. Plusieurs autres personnes ont également été blessées dans cette tragédie qui a transformé une soirée de liesse en cauchemar. Face à ce drame, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a immédiatement ordonné la création d'une commission d'enquête multisectorielle et chargé une délégation ministérielle de présenter les condoléances aux familles endeuillées. Cette délégation, conduite par le ministre de la Jeunesse Mustapha Hidaoui, s'est déplacée dimanche dans les foyers des victimes pour témoigner de la compassion des plus hautes autorités de l'État. Accompagné du ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Hidaoui s'est d'abord rendu au domicile familial du jeune Othmane Moulay avant d'assister à son enterrement au cimetière de la cité La Montagne

dans la commune de Bourouba. En compagnie du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, du Wali d'Alger et du secrétaire général du ministère des Sports, il a également assisté aux obsèques de Mohamed Yacine Dahmane au cimetière d'El-Alia, puis s'est rendu au domicile de la famille de Younes Amghouzi à Oued Romane, dans la commune d'El-Achour. Le ministre a réaffirmé à cette occasion l'engagement des autorités supérieures du pays à apporter leur soutien aux familles des victimes et à assurer un suivi minutieux pour la prise en charge complète de la santé et de la sécurité des blessés. Cette tragédie a également ému la famille du football international. Le président de la FIFA, Gianni Infantino, a exprimé sa profonde tristesse sur ses réseaux sociaux, déclarant être envahi par la tristesse à l'idée que ce qui aurait dû être un grand moment de fête se termine par un tel drame. Il a adressé au nom de tous les membres de la FIFA et de la famille du football mondial ses pensées et ses prières aux familles et aux proches des victimes, souhaitant un prompt rétablissement aux personnes blessées et ayant une pensée particulière pour tous les membres du MC Alger et de la Fédération Algérienne de Football. De son côté,

le président de la Confédération Africaine de Football, Dr Patrice Motsepe, a exprimé sa profonde compassion ainsi que celle des 54 associations membres de la CAF à la Fédération Algérienne de Football, au gouvernement algérien, au président Tebboune et à l'ensemble du peuple algérien. Il a assuré que la CAF resterait en contact permanent avec la Fédération Algérienne de Football et son président Walid Sadi pour apporter toute l'assistance possible. Sur le plan national, la solidarité s'organise. Le président-directeur général de Sonatrach, Rachid Hachichi, s'est rendu dimanche soir au Centre Hospitalo-universitaire de Beni Messous au chevet des supporters blessés pour s'enquérir de leur état de santé et leur témoigner sa compassion. Échangeant avec quelques supporters blessés, il a exprimé sa solidarité et son soutien en ces circonstances difficiles qui ont affecté l'ensemble des supporters du MCA, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés. Le dirigeant s'est également déplacé aux domiciles des supporters décédés pour présenter ses condoléances et apporter son soutien à leurs familles. Parallèlement à ces témoignages de compassion, les autorités ont lancé une enquête approfondie pour détermi-

ner les causes exactes de cette tragédie. Une commission d'enquête multisectorielle, composée de représentants des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de l'Habitat et des Sports, ainsi que d'instances sécuritaires et techniques spécialisées incluant le Commandement de la Gendarmerie nationale, la Direction générale de la Sûreté nationale et l'Organisme national de contrôle technique de la construction, s'est rendue dimanche au stade olympique du 5 juillet. Cette commission, qui inclut également les dirigeants du MCA, a pour mission de déterminer sur le terrain les causes directes et indirectes ayant conduit à ce tragique accident et d'identifier les éventuels manquements et dysfonctionnements liés à l'infrastructure ou à l'organisation. L'objectif est d'élaborer un rapport détaillé qui sera soumis aux hautes autorités du pays afin que les mesures légales requises soient prises et que de telles tragédies ne se reproduisent plus à l'avenir. Cette enquête minutieuse témoigne de la volonté des autorités de faire toute la lumière sur les circonstances de ce drame et d'en tirer tous les enseignements nécessaires pour éviter qu'une telle tragédie ne se reproduise dans les stades algériens.

M.D.

PRÉVENTION DES FEUX DE FORÊTS

115 drones pour renforcer le dispositif

L'Algérie renforce considérablement son dispositif de lutte contre les incendies de forêts en vue de la saison estivale. Lors d'une manœuvre régionale organisée dimanche à Skikda, les autorités ont dévoilé une stratégie ambitieuse combinant innovation technologique et coordination renforcée entre les différents corps d'intervention. La Direction générale des forêts annonce l'acquisition imminente de 80 drones supplémentaires qui «seront utilisés pour des opérations de surveillance aérienne et de détection précoce des foyers potentiels d'incendie, notamment à proximité des pistes forestières et des zones difficiles d'accès», selon Djamel Touahria, directeur général des forêts. Ces nouveaux équipements s'ajouteront aux 35 appareils déjà déployés dans plusieurs wilayas, portant la flotte de drones de surveillance à 115 unités sur l'ensemble du territoire national. Cette montée en puissance technologique s'accompagne d'un important programme d'aménagement du territoire forestier. La DGF a «fait ouvrir et aménager plus de 5.000 km de pistes forestières sur l'ensemble du territoire national, dans le cadre de son plan national de lutte contre les incendies de forêts pour l'année 2025». Ces voies d'accès stratégiques faciliteront l'intervention rapide des équipes de secours dans les zones reculées, réduisant ainsi les délais de réaction cruciaux lors des premiers instants d'un incendie. L'exercice de simulation organisé dans la commune d'Ouled Attia, à l'extrême-ouest de la wilaya de Skikda, a mobilisé des moyens impressionnants. Plus de 120 véhicules d'intervention, 8 colonnes mobiles provenant de plusieurs wilayas, 6 hélicoptères et 5 avions de la Protection civile et de l'Armée nationale populaire ont participé à cette démonstration de force opérationnelle. Le scénario reproduisait un incendie de grande ampleur s'étendant jusqu'à la commune voisine d'El Milia dans la wilaya de Jijel, testant ainsi la capacité d'intervention inter-wilayas. Cette manœuvre de grande envergure, supervisée par les plus hautes autorités du pays, visait à «évaluer la capacité des différents intervenants à réagir rapidement», comme l'a expliqué Mahmoud Djamaâ, secrétaire général du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. L'exercice a donné lieu à l'intervention coordonnée de la Protection civile, de l'Armée nationale populaire, de la Sûreté nationale et de la Gendarmerie nationale, illustrant l'approche multisectorielle adoptée par les autorités. L'importance de tels exercices réside dans leur capacité à «tester l'efficacité des moyens mis en œuvre et réaliser une harmonie entre tous les intervenants avec pour objectifs suprêmes de protéger nos forêts, et d'assurer la sécurité des citoyens et des biens publics», a souligné M. Djamaâ.

CHOKRI HAFED



DERNIÈRES INFOS

5 individus en détention provisoire pour adhésion à un groupe terroriste à Illizi

Le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a ordonné le placement en détention provisoire de cinq individus activant au sein d'un groupe terroriste pour tentative d'assassinat, trafic de substances psychotropes, trafic d'armes et blanchiment d'argent dans le cadre d'un groupe criminel organisé, indique un communiqué du procureur de la République près le même tribunal. «Conformément aux dispositions de l'article 11 du code de procédure pénale, le parquet de la République près le tribunal de Sidi M'hamed porte à la connaissance de l'opinion publique que dans le cadre de la lutte contre les crimes de terrorisme et la criminalité transnationale, la section de lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée a traité une affaire relative à un groupe terroriste composé de cinq individus à Illizi», a précisé la même source. «L'opération a permis la saisie d'une quantité de substances psychotropes de type Prégabaline, estimée à 1.238.445 capsules, de deux armes à feu de type (FMPK), 1516 balles réelles (FAL), quatre chargeurs de munition, quatre appareils de télécommunication sans fil. Deux véhicules (4X4) ont également été saisis dans ce cadre», selon la même source. «En date du 22 juin 2025, et après avoir été présenté devant le parquet de la République, une information judiciaire a été ouverte à l'encontre des suspects pour adhésion et participation à un groupe terroriste, trafic de substances psychotropes dans le cadre d'un groupe criminel organisé, tentative d'assassinat, trafic d'armes présentant une menace pour la sécurité nationale et distribution, importation de munition de première catégorie sans autorisation, transport de matériel de guerre, d'armes et de

munition de première catégorie, et pour délit de blanchiment d'argent dans le cadre d'un groupe criminel organisé», selon la même source. «Après interrogatoire des accusés, le juge d'instruction a ordonné le placement des 5 mis en cause en détention provisoire», selon le communiqué.

Délivrance des autorisations relatives à l'organisation de la Omra

Les premières autorisations relatives à l'organisation de la Omra pour la saison 1447 de l'Hégire ont été délivrées, dimanche, au siège de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) à Alger, aux représentants des agences de tourisme et de voyages, dont les dossiers ont été étudiés sur la base d'un cahier des charges définissant les normes organisationnelles et les spécifications techniques adoptées, indique un communiqué de l'ONPO. «Dans le cadre de la politique de l'ONPO, visant à réglementer l'activité de l'organisation de la Omra selon des critères définis, et en application des instructions du Directeur général de l'ONPO, M. Abdeslam Azizoule, Directeur de l'administration et des moyens, a supervisé, dimanche, au siège de l'ONPO, la remise des premières autorisations relatives à l'organisation de l'activité de la Omra pour la saison 1447 de l'Hégire», précise la même source. Les représentants des agences touristiques et de voyages, ayant déposé leurs candidatures pour l'organisation de la Omra, «ont reçu les premières autorisations, après le parachèvement de l'étude des dossiers par une commission spécialisée, sur la base d'un cahier des charges détaillant les normes organisationnelles et les spécifications techniques adoptées», selon le communiqué.

APS



HORAIRES DES PRIÈRES À ALGER

Fajr..... 03:31
 Chourouk.....05:32
 Dhohr..... 12:50
 Asr.....16:40
 Maghreb..... 20:08
 Icha..... 21:55

LA MÉTÉO

PRÉVISIONS À 7 JOURS



Ville	Dim	Lun	Mardi	Merc	Jeu	ven	sam
Alger	26/22°	25/21°	27/22°	27/22°	27/23°	26/22°	27/22°
Oran	30/22°	31/22°	27/20°	30/22°	32/23°	31/20°	30/21°
Constantine	36/18°	35/19°	37/18°	40/21°	37/20°	34/19°	32/18°
Annaba	29/20°	30/21°	31/22°	36/24°	33/22°	30/22°	31/23°
Timimoun	39/26°	41/26°	41/27°	42/28°	42/28	43/27°	44/27°
Tamanrasset	35/25°	37/26°	36/25°	36/25°	37/24°	36/26°	35/24°

CAP ALGÉRIE.DZ
 L'AFRIQUE COMME SI VOUS Y ÉTIEZ
 SUIVEZ-NOUS SUR VOTRE QUOTIDIEN ÉLECTRONIQUE
 WWW.CAPALGERIE.DZ
 Tel/Fax : 00213 20064501 / Email : capalgerie0@gmail.com